

FIAT «LUXE»

qui le produisait,
appelle de ses vœux
ce luxe inégalable
que serait la création
vérifiable du bonheur
de tous les hommes.

Pourtant, toutes parlent de ce travail exorbitant qui fut le leur avec émotion et même nostalgie. Aïe, que j'étais la première à m'imaginer qu'elles allaient me faire part de leur «révolte», fit-elle tardive, à avoir été traitées comme des me-

Cela, tout le monde le sait, constate, s'en plaint parfois, console toujours, n'en meurt jam-

de dégradés... »

de rejetés, d'exilés, de malheureux
Fiat « luxe ».

par un travail personnel et indépen-
dant sur la matière et que cela lui
suffisait pour être. Et même s'il
n'est pas. Que c'était déjà un « luxe »
soit de s'adonner à un rapport li-

par JEAN MERSCH (*)

grandes écoles et ayant parfait leur formation à l'étranger, animés d'un zèle expansionniste noïtre contracté aux Etats-Unis. Ce sont eux qui ont donné aux grandes affaires françaises le niveau d'activité qu'elles ont aujourd'hui. Ce sont eux qui, par leurs contacts avec les milieux des galles dans l'armée ou dans la marine, ont porté leur savoir-faire dans les carrières si variées du tertiaire de l'enseignement à la décoration, au commerce de luxe, aux relations publiques.

Pour cette jeune génération, nous avons dressé un double bilan.

Pourquoi, dès lors, ne pas entrer dans le rêve socialiste? Ne se refuse-t-il pas aux principes

sp-
les
re :
-
-
tion.
shire

SECRET

(Suite de la première page.)

Il faut assurément combattre les privilèges, à condition toutefois de chercher à remédier vraiment aux situations abusives, et en premier lieu aux plus coûteuses et aux plus meurtrières : la publicité médicale est scandaleuse sous sa forme actuelle, mais elle est assurément moins destructrice de vies et de ressources que l'alcool !

Oui, il y a de grands changements sociaux à accomplir. L'un d'eux n'est assurément pas négligable : celui qui permettra l'accession d'un nombre sans cesse croissant de Français à la culture moderne, qui comprend la culture économique et la culture technique.

ALFRED GRÖSSE, 1.

Or qui, en dehors des saints, est prêt à consacrer sa vie entière à « l'usage » — sans égal, à cet art de vivre — de la civilisation ultra-moderne : la création véritable.

On fera changer du fouteur qu'aux techniciens, des techniciens des polytechniques et des instituteurs des finances. On y ajoutera un quateron de syndicalistes chevronnés et embourgeoisés, encadrant de plus près les jeunes, on contrôlera mieux l'P.M.E., faisant un tri entre les bonnes et les mauvaises, selon un critère de leur avenir et non de leur passé.

rennelle, celle qui fit la grandeur et la fortune de leurs ancêtres. Les plus jeunes sont encore l'université ou dans les aléas sont lancés dans. Ils ont créé leur entreprise. Ils ont mené un nouveau décollage, fait de nouveaux de concentration à la base des et attachés aux valeurs quotidiennes plus qu'aux valeurs historiques. S'il le faut, ils auront comme les Pitagore

En vente partout :

ndeur
cêtres.
ore à
écoles.
la vie.
qu'ils
style
sing et
Fru-
vaieurs
écouls-
ama, Us

94

NOVEMBRE • DÉCEMBRE

DATS • THEATRE GEMIER • EN AVANT!
CONCERT «ENSEMBLE MUSIQUE VIVANT»

704 86 80

Nom et prénom _____
Adresse _____

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEPDOMAIRE

Exemple de spécimen sur demande

1

1. 2511: 21.5A

تحت إشراف

Numéro de novembre
LEO CROCIANTO

LES ENSEIGNANTS SONT-ILS

DES PRIVILÉGIÉS ?

LES AVATARS DE LA TELE A L'ÉCOLE

LE RENOUVEAU DU COMPAGNONNAGE

En vente partout : 9 F

DIPLOMATIE

**M. RONALD REAGAN
SOUSHAITE QUE MOSCOU
ET WASHINGTON
RENONCENT
AUX ARMEMENTS
EURO-STRATÉGIQUES**

(Suite de la première page)

Il s'agit d'abord de marquer un point dans le concours que se livrent Washington et Moscou pour séduire et rassurer les Européens. Chacun veut se montrer plus pacifique que l'autre. M. Reagan sait que les Soviétiques ne raffolent pas de l'option « zero » : avec cette formule, l'OTAN se contenterait de ne pas déployer ses têtes, alors que le bloc soviétique démontrerait les siennes. Un refus de Moscou ? Dans ce cas, les dirigeants du Kremlin devraient l'expliquer à l'Europe occidentale.

Les autres raisons relèvent de la stratégie. Washington veut maintenant persuader qu'une diminution totale des nouvelles armes de théâtre américaines l'OTAN. Le bloc soviétique n'a-t-il pas, à l'heure actuelle, une supériorité nucléaire en Europe ? Lui faire enlever ses SS-20 serait d'autant plus intéressant que la stratégie militaire s'appuie davantage sur les missiles que ne le fait le bloc occidental. Enfin, une diminution totale de ces armes ferait économiser quelque 5 milliards de dollars et faciliterait les contrôles exercés par les deux camps.

L'option « zero » est avancée d'ailleurs par Washington sans beaucoup d'illusions. On pense que les Soviétiques s'opposeraient à cette formule. Ils s'en seraient alors proposés une autre, moins ambitieuse : réduire à 500, environ, le nombre des têtes nucléaires déployées sur les SS-20, SS-5 et SS-4. L'OTAN elle-même, installerait 500 têtes nucléaires sur ses futurs Pershing-2 et missiles de croisière.

Encore faudrait-il s'entendre sur la tenue exacte des négociations de Genève. Conventuellement, les ministres de l'Armement se réunissent à l'automne, comme le pensent les Américains, ou en janvier-février, comme le réclame Moscou, les avions et les fusées balistiques en mer ? D'autre part, quel est le lien entre les négociations sur les missiles de théâtre et celles sur les armes nucléaires intercontinentales (SALT) ? Le secrétaire d'Etat américain, M. Haig, disait récemment que les premières décisions et une bonne base à pour les secondes. On affirme maintenant que les Américains ont les armes de théâtre au mieux et les armes de théâtre au pire.

La convention de Washington à l'option « zero » veut illustrer, en tout cas, la manière dont sont considérées ici les futures négociations sur les armements stratégiques : pas seulement contrôler, mais réduire. D'où la proposition de la dernière fois (Strategic Arms Reduction Talks). Reste à engager les négociations. Jusqu'à présent, M. Reagan n'a pas semblé très pressé de le faire, estimant que les États-Unis doivent d'abord se renforcer militairement pour tracer le terrain pour les négociations. L'ouverture des négociations a été liée d'autre part à un comportement général, à des Soviétiques dans le monde. Ce qui veut dire que le retard est inévitable, par exemple, l'occupation de l'Afghanistan.

ROBERT SOLÉ

**M. FRANÇOIS MITTERRAND
FERA UNE VISITE OFFICIELLE
AU PORTUGAL EN DÉCEMBRE**

M. Mitterrand se rendra en visite officielle au Portugal les 11 et 12 décembre prochains, à l'occasion d'un voyage de presse de l'Élysée. Le chef de l'État portugais, M. Spáes, avait fait une visite en France au mois d'octobre 1979.

Burundi

**La population retourne aux urnes
pour la première fois depuis seize ans**

De notre correspondant en Afrique orientale

Kinshasa. — Pour la première fois depuis seize ans, la population du Burundi participe ce mercredi 18 novembre, à un scrutin de portée nationale qui marque une étape importante dans le processus de normalisation politique entamé en décembre 1979 par le président Jean-Baptiste Bagaza. Les Burundais sont invités à approuver une nouvelle constitution, qui prévoit l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct et confirme le rôle dominant du « parti unique de masse », l'Union pour le progrès national (UPRONA).

Président de la République depuis novembre 1978, le colonel Bagaza poursuit résolument, depuis deux ans, une double opération : « Civiliser » et démocratiser son régime. En décembre 1979, le congrès de l'UPRONA lui fit au régime du Conseil ministériel, avait pris le pouvoir trois ans plus tôt. Promu institution nationale, le parti a élu à sa tête M. Bagaza. Tous les postes de

ministère et de gouverneur de province furent confiés à des civils. Une commission constitutionnelle fut chargée d'élaborer un projet de loi fondamentale — inspiré du modèle tanzanien, Caméri-d a été adopté en juin dernier par le comité central du parti.

Depuis plusieurs semaines, le régime a même une intense campagne d'information pour faire connaître le projet de constitution soumis mercredi à référendum. Selon ce texte, le président du parti sera désormais le seul candidat à la magistrature suprême. Son mandat durera deux ans. Toutefois, M. Bagaza, confirmé dans ses fonctions en 1979, ne sera pas tenu de se présenter aux suffrages populaires avant 1984. Le pouvoir législatif appartendra à une « assemblée nationale » dont les membres, portés à dix de représentants, seront, eux aussi, élus pour cinq ans au suffrage universel direct. Aucune date n'a été fixée pour ces élections législatives.

Tous les Burundais âgés de plus de dix-huit ans peuvent prendre part au référendum. Ils ont le choix, à l'intérieur des isolots, entre deux urnes : l'une blanche et l'autre noire, celle-ci étant réservée aux adversaires du parti. Nul doute que ces derniers se retrouveront largement minoritaires.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

République Sud-Africaine

● M. THUTHUWA MPOFHE, ancien leader de la Black People's Convention-B.C.P., est mort la semaine dernière après deux jours de détention dans les locaux de la police du Bantoustan du Venda.

AFRIQUE

Tchad

**LE PRÉSIDENT DE L'O.U.A.
S'INQUÏÈTE DE LA DÉGRADATION
DE LA SITUATION**

L'aggravation de la situation au Tchad, où plusieurs villes de l'est du pays sont tombées aux mains des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, a incité, mardi 17 novembre, M. Amr Moubarak, président du Kenya et président en exercice de l'O.U.A., à demander l'envoi d'une mission de la force neutre interafricaine.

« La situation au Tchad est très critique, une action rapide s'impose d'urgence. La force interafricaine de paix doit être renforcée », a déclaré le président Amr Moubarak. Une réunion des chefs d'État des pays participants à la force (Ghana, Guinée, Nigeria, Sénégal, Togo et Zaïre) devait se tenir vendredi à Kinshasa (Zaïre) pour étudier le rapport d'une délégation de dix-huit officiers africains chargés d'étudier les modalités techniques de la mise en place de cette force. Le président Moubarak estime qu'un tel sommet ne serait pas possible et corrélatif des rapports et de la documentation nécessaires n'auraient pas été mis au point pour permettre un dialogue significatif.

D'autre part, le président libanais a demandé, mardi, à tous les pays voisins du Tchad de s'abstenir de toute action susceptible d'encourager des dissidents tchadiens à opérer à partir de leurs territoires. Enfin, au nom de l'O.U.A., M. Moubarak a remercié le colonel Kadafi, chef de l'État libyen, pour avoir maintenu le paix au Tchad durant les sept derniers mois. — (A.F.P.)

ARGHIRI EMMANUEL
Technologie appropriée
Technologie sous-développée ?

"Il y a un côté provocant dans la thèse de M. Emmanuel. Il ne faudrait pas, pour autant, perdre de vue la justesse de certains de ses propos, car sous prétexte de sauver le côté bucolique des pays "préservés" des méfaits de la société industrielle, certains passeraient à côté des chances de leur simple survie".
Pierre Drouin (Le Monde)

Le Monde

"Alors que la plupart des multinationales françaises vont se trouver nationalisées, ce livre invite dans tous les cas à mener une réflexion approfondie sur un "bon usage" de leurs interventions dans les pays du tiers monde".
Pierre Rosanvallon (Le Matin)

LE MATIN

Pierre Rosanvallon (Le Matin)

"En conclusion, un livre, stimulant, qui a le mérite de franchir sur la littérature consacrée ce sujet".
Yann Le Gales (Jeune Afrique Economie)

ECONOMIE

Collection "Perspective Multinationale"
IRM/Presses Universitaires de France.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

NE VOUS TROMPEZ PAS D'AÉROGARE.

"Votre attention s'il vous plaît, les passagers Air France à destination de Londres, Manchester, Amsterdam et Vienne exclusivement sont priés de se rendre à la nouvelle Aérogare de l'Aéroport Charles de Gaulle : l'Aérogare 2".

Pour vous rendre à l'Aérogare 2, terminal B, deux possibilités s'offrent à vous :
● Un service de cars Air France toutes les 15 minutes au départ de la Porte Maillot.
● Une liaison train-bus, Roissy-Rail, tous les quarts d'heure au départ de la Gare du Nord.
Par l'autoroute, à la sortie "Aéroport Charles de Gaulle", une signalisation précise vous guide directement vers l'Aérogare 2.



LES ROMANS FRANÇAIS DE LA RENTRÉE Gallimard

**Michel
HENRY**

Le fils du roi

**Geneviève
SERREAU**

Un enfer
très convenable

**Bruno
GAY-LUSSAC**

Le voyage
enchanté

nrj

Hi-Fi

En enceintes acoustiques

L'équipe de France est chez Darty.



SIARE elipson **3A** Cabasse **MERCURIALE**

Tous les spécialistes vous le diront, dans une chaîne hi-fi, les enceintes acoustiques sont un maillon essentiel : ce sont elles qui restituent le son d'origine et en transmettent toutes les nuances.
Cabasse, Elipson, Mercuriale, Siare et 3 A, constituent une grande équipe d'enceintes acoustiques, toutes de fabrication Française.
Naturellement, comme la plupart des grandes marques, elles font partie du choix Darty.
Profitez-en. Chez Darty, elles vous sont proposées au prix Darty, garanti par le remboursement de la différence, avec la garantie Darty gratuite.



**TV ÉLECTROMÉNAGER
HI-FI VIDÉO**

Le Monde

politique

L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE 1982

Droits de la femme : face à un discours ségrégatif millénaire...

M. JOSPIN : « C'EST DUR MAIS ÇA MARCHE ! »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a notamment déclaré, mardi soir 17 novembre, à l'Assemblée nationale, que l'opinion, comprise, approuvée, attend, espère, mais observe à l'égard de la loi de finances de 1982, que les députés du gouvernement ont un peu moins de temps à leur disposition pour la faire passer.

M. Jospin a reconnu qu'il est « dur de gérer », puis il a demandé : « Pourquoi cela ne le serait-il pas, compte tenu de l'effort et de la situation internationale ? Pourquoi ne le serait-il pas ? »

M. LABRE (R.P.R.) : « NOUS RÉPONDONS AVEC FERMETÉ À TOUTE NOUVELLE AGRESSION »

Amorce de la réunion du bureau du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, mardi 17 novembre, M. Labre a demandé certains renseignements sur les changements apportés par la loi de finances de 1982, dont le nom avait été cité pour évoquer la loi Labre, président du groupe, à la même époque, lors de la discussion de la loi de finances de 1981.

Le ministre des droits de la femme, Mme Yvette Roudy, a répondu, mardi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, que la loi de finances de 1982, qui est la loi de la femme, est une loi de progrès, face à un discours ségrégatif, face à un discours millénaire rétrograde et régressif, face à un discours idéologique contre le travail des femmes, face à un discours qui place la femme au foyer, dans une situation de dépendance, face à un discours qui place la femme dans une situation de dépendance, face à un discours qui place la femme dans une situation de dépendance.

Pour la première fois, un budget autonome

Le budget du ministère des droits de la femme est, pour la première fois, un budget autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas rattaché au budget du ministère de l'Intérieur, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ce budget autonome, qui s'élève à 100 millions de francs, est destiné à financer les actions du ministère en matière de droits de la femme.

Le budget du ministère des droits de la femme est, pour la première fois, un budget autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas rattaché au budget du ministère de l'Intérieur, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ce budget autonome, qui s'élève à 100 millions de francs, est destiné à financer les actions du ministère en matière de droits de la femme.

Le budget du ministère des droits de la femme est, pour la première fois, un budget autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas rattaché au budget du ministère de l'Intérieur, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ce budget autonome, qui s'élève à 100 millions de francs, est destiné à financer les actions du ministère en matière de droits de la femme.

Le budget du ministère des droits de la femme est, pour la première fois, un budget autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas rattaché au budget du ministère de l'Intérieur, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ce budget autonome, qui s'élève à 100 millions de francs, est destiné à financer les actions du ministère en matière de droits de la femme.

Le budget du ministère des droits de la femme est, pour la première fois, un budget autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas rattaché au budget du ministère de l'Intérieur, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ce budget autonome, qui s'élève à 100 millions de francs, est destiné à financer les actions du ministère en matière de droits de la femme.

Une campagne nationale sur la contraception

« Pouvoir choisir »

Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, a lancé, le mardi 17 novembre, la campagne nationale sur la contraception, qui s'inscrit dans le cadre de la loi de finances de 1982. Cette campagne, qui s'appelle « Pouvoir choisir », vise à informer les femmes sur les méthodes de contraception et à leur permettre de faire leur choix.

Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, a lancé, le mardi 17 novembre, la campagne nationale sur la contraception, qui s'inscrit dans le cadre de la loi de finances de 1982. Cette campagne, qui s'appelle « Pouvoir choisir », vise à informer les femmes sur les méthodes de contraception et à leur permettre de faire leur choix.

A NOUS LA LIBERTÉ !

14 propositions fiscales pour les associations

INDÉPENDANCE ET LIBERTÉ

Demain le Parlement votera le budget du ministère du Temps libre. Les associations dont le ministère a la charge vont être attentives à la part qui leur sera faite. Sans préjudice du projet de loi qui les concerne et qui fera l'objet d'un débat l'an prochain, il faut observer que le projet de loi de finances pour 1982 offre peu de dispositions nouvelles.

Les associations de ce pays ne peuvent vivre et se développer que si elles bénéficient de dispositions fiscales appropriées. Or le régime fiscal français est le moins favorable des nations occidentales.

Les associations ne peuvent vivre ou survivre que grâce à l'aide de l'État. Ce n'est pas conforme à leur dignité, ce n'est pas non plus une garantie pour leur indépendance.

C'est pourquoi nous, associations signataires, demandons au gouvernement et au Parlement de prendre en compte les propositions suivantes, nécessaires à une vraie réforme du mouvement associatif, celles qui leur donneront les moyens de leur indépendance et de leur liberté.

FISCALITÉ POUR LES DONATEURS

LES ENTREPRISES

Proposition 1.

Il est proposé que les possibilités de déductions soient étendues à 10 pour 100 pour un versement fiscal et à 10 pour 100 pour les entreprises qui s'engagent à aider une association reconnue d'utilité publique ou agréée, pendant dix ans.

Proposition 2.

Par ailleurs, lorsque l'entreprise veut affecter son don à une opération précise de sauvegarde d'un monument ou d'un site, il est proposé que celle-ci puisse bénéficier du système suivant : — exonération dans le cadre du plafond (10 pour 100) chaque année et dans la limite de la somme payée pour l'achat du site ou du monument.

Proposition 3.

Il est proposé l'extension de l'impôt d'usage ou de tout droit à l'entrepreneur demandeur à bénéficier pendant un bail limité (10 ans, 20 ans ou 30 ans) de l'usufruit de l'espace ou du monument acquis, cela avec l'accord de l'association bénéficiaire et propriétaire.

LES PARTICULIERS

Proposition 4.

Il est proposé que les 5 % restant le haut de déduction pour l'association, mais, plutôt que de l'assortir sur le revenu imposable, il soit accordé un crédit d'impôt égal, quel que soit le niveau de revenus du donateur. En 1982, il devrait être de 100 millions de francs.

Proposition 5.

Il est proposé que, dans le cas où le particulier s'engage à apporter à l'association reconnue d'utilité publique ou agréée une aide constante pendant dix ans, ce crédit d'impôt soit égal au montant des versements effectués.

Proposition 6.

Il est proposé que, dans un délai de deux ans, le plafond des déductions soit porté à 5 % pour les associations et fondations nationales reconnues d'utilité publique.

publique, et qu'un plafond analogue puisse être proposé par les régions ou en faveur des associations régionales et locales.

Proposition 7.

Il est proposé qu'un particulier qui veut donner sa propriété, mais en conserver l'usufruit jusqu'à sa mort, puisse être exonéré pour la valeur, de ce bien de l'impôt sur la fortune.

Proposition 8.

Afin de favoriser la conservation du patrimoine foncier et immobilier au sein de la législation sur la protection des sites et monuments et la protection de la nature, en vue de sauvegarder en champ spécialisé des biens pouvant être considérés comme constitués du patrimoine national, prenant acte que l'impôt peut parfois excéder les revenus nets, il est proposé de permettre aux personnes physiques ou morales, qui souscrivent ou à toute autre entité juridique d'acquiescer du paiement de certains droits de mutation à titre gratuit et de l'impôt sur la fortune sous forme de déduction ou paiement de biens immobiliers.

AIDES GLOBALES AUX ASSOCIATIONS

Proposition 9.

Dans cette nouvelle définition des rapports entre l'État et les associations, il est proposé qu'une formule particulière soit mise en place, qui permettrait sur la base d'objectifs précis l'aide à la création d'une association ou au renouvellement que deux ou trois ans.

Proposition 10.

Il est proposé que les associations qui ont vocation à être gestionnaires du patrimoine naturel et qui vont se trouver dans la nécessité de développer leurs compétences dans le cadre de la surveillance ou de la conservation des sites de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée.

LES ASSOCIATIONS ET LEUR GESTION

Proposition 11 : l'impôt sur les salaires.

Une association ayant deux emplois représentant environ 120.000 F de salaires devra débourser près de 2.000 F d'impôt. Cela va au-delà du point de la création d'emplois dans ce secteur. Il est proposé la suppression de cet impôt.

Proposition 12 : l'impôt foncier.

Il est proposé que dans le cas où l'association reconnue d'utilité publique agréée par le ministère des Finances et le ministère de l'Environnement acquiert un monument ou un espace, dans le but de l'ouvrir au public et d'acquiescer avec la commune, par voie de convention, les modalités de cette ouverture, elle est exonérée d'impôt foncier.

Proposition 13 : l'impôt sur les revenus

Il est proposé qu'un exemple de régime fiscal accordé dans certains pays d'Europe l'Etat et les régions favorisent un régime particulier, celui de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices. Cet avantage ne pourrait être accordé qu'à des associations qui comporteraient dans leur Conseil d'administration ou Commission aux Comptes et sous condition de remplissage des fonctions en faveur de l'entretien du patrimoine de l'association.

Proposition 14.

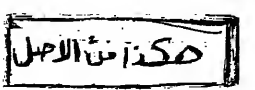
Il est proposé que les revenus des biens immobiliers des associations et associations reconnues d'utilité publique soient exonérés de tout impôt (TMI en cas du National Trust en Grande-Bretagne ou des grandes associations de l'Allemagne de l'Ouest).

Liste des associations soutenant les 14 propositions fiscales

Espaces pour demain

L'Union régionale de la Seine pour la Sauvegarde de la Vite, de la Nature et de l'Environnement (U.S.N.E.), Comité de la Chartre de la Nature, Comité local d'information écologique (COLINE), Association pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée, Association des Centres culturels de Bretagne, Association familiale pour le Développement du Méditerranéen, Comité national des Sentiers de grande randonnée.

Cet emplacement doit être payé. Pour nous aider à le financer, vous pouvez envoyer votre chèque à ESPACES POUR DEMAIN, 7, rue du Laos - 75015 PARIS - Tél. : 783-48-31



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Intérieur : le commencement du rétablissement de la sécurité, selon M. Defferre

La grande « déprime » des policiers, la grande misère des collectivités locales : voici venir les crédits du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. La police française se sent mal aimée, au moment même où, du sentiment d'insécurité grandissant, les Français, et notamment les députés, demandent que ses effectifs soient renforcés, ses moyens accrus. La police, au bout du compte, est-elle fondée à éprouver des doutes d'âme ? Les débats qui ont précédé, mardi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, l'adoption des crédits n'ont pas apporté de réponse claire à cette question, les élus de la majorité et de l'opposition fournissant des appréciations contradictoires sur l'action de M. Defferre. Ils ont, néanmoins, permis à celui-ci d'effectuer quelques mises au point.

Les crédits pour 1982 progressent, c'est un fait de 44,5 % pour la sécurité civile, de 19,5 % pour la police nationale (voir le Monde du 18 novembre), de 17,5 % pour les concours de l'Etat aux collectivités locales. En revanche, la progression de la dotation globale de fonctionnement n'est que de 15,2 %.

Certes, comme l'a rappelé M. Laligant (P.S., Indre), rapporteur spécial de la commission

Le SAC en question

Quelles sont les causes de la violence ? La question n'est pas très nouvelle, et les réponses avancées au cours de la discussion ne le seront pas davantage. M. Deland (P.S., Paris), rapporteur pour avis de la commission des lois, apporte une explication globale : les causes de la petite délinquance sont « dans le chômage, dans l'urbanisme insalubre, dans la décadence, dans les mentalités ». Aussi, d'un mot, dans la misère.

M. Defferre (P.S., Indre), rapporteur pour avis de la commission des lois, apporte une explication globale : les causes de la petite délinquance sont « dans le chômage, dans l'urbanisme insalubre, dans la décadence, dans les mentalités ». Aussi, d'un mot, dans la misère. M. Defferre (P.S., Indre), rapporteur pour avis de la commission des lois, apporte une explication globale : les causes de la petite délinquance sont « dans le chômage, dans l'urbanisme insalubre, dans la décadence, dans les mentalités ». Aussi, d'un mot, dans la misère.

M. Defferre (P.S., Indre), rapporteur pour avis de la commission des lois, apporte une explication globale : les causes de la petite délinquance sont « dans le chômage, dans l'urbanisme insalubre, dans la décadence, dans les mentalités ». Aussi, d'un mot, dans la misère.

M. Defferre (P.S., Indre), rapporteur pour avis de la commission des lois, apporte une explication globale : les causes de la petite délinquance sont « dans le chômage, dans l'urbanisme insalubre, dans la décadence, dans les mentalités ». Aussi, d'un mot, dans la misère.

CULTURE : 6 milliards !

« Doubler le budget de la culture en temps de crise, est-ce bien raisonnable ? » Il ne s'est pas trouvé un seul député, mardi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, pour oser répondre négativement à la question posée par M. Jack Lang. Officiellement donc, et à en croire les élus de la majorité, ce fut un « moment historique ». Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, M. Jack Lang, ministre de la santé, passionné des choses de l'art, une foule nombreuse dans les tribunes du public, des artistes et des intellectuels « de gauche » (1), étaient venus pour participer à cette grande fête du renouveau culturel, à ce prolongement de la cérémonie du Panthéon que le ministre de la culture, avec des envolées lyriques, a fait revivre.

Six milliards de francs, le double de 1981 : De 0,6 % du budget de l'Etat à 0,16 %, la progression est en effet sensible.

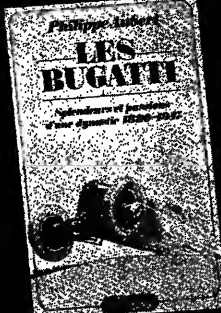
M. Pélissier (R.P.R., Yvelines) s'est réjoui sans réserves et sans arrière-pensées, et la satisfaction était celle de tous les députés de l'opposition. La majorité, quant à elle, commençait avec M. Lang, qui lui-même soulignait que « 10 mai, les Français ont franchi la frontière qui sépare le nuit de la lumière », 0,16 % seulement du budget de l'Etat ? La question n'était pas d'actualité. Ni même les remarques de certains députés de l'opposition, pour qui ces 6 milliards « vont élargir le béni » ou « vont élargir le béni ».

« Des siècles de sabotage »

Où, désormais, la rue de Valois sera la « maison » de tous, et notamment celle des confédérations syndicales qui, avant l'arrivée de M. Lang, n'en avaient jamais franchi les portes. « Désormais, le ministère de la culture sera « d'abord une trousse à outils », mais il ne déconnera pas et se mettra au travail. « Ni indifférence, ni insouciance, ni servilité, ni dévotion, il y a une chose qui est la grande culture : la noble culture aux mains propres, celle du citoyen public, et de l'autre la culture aux mains sales, celle des entreprises, l'industrie culturelle ».

Content, à hauteur de M. Lang, l'assurance. Mais soulève aussi la question des crédits à la culture, de 6 milliards supplémentaires, c'est 3 milliards supplémentaires, c'est 3 milliards supplémentaires, c'est 3 milliards supplémentaires.

ILS AIMAIENT LA VITESSE LE LUXE ET L'AUDACE LES BUGATTI



Philippe Aubert
LES BUGATTI

Splendeurs et passions d'une dynastie 1800-1947.

J.C. LATTES

LES FOURRURES MALAT

FABRICANT ou la fourrure qu'il vous faut.
FOURNISSEUR Grand choix de prêt-à-porter en ses mesures.
GARANTIE Veste, blouson, manteau, etc. Grand choix de chapeaux.
DE Fourrures pour intérieur.
CONFIANCE Service après-vente - Tél. : 878-80-87
41, rue La Fayette, 75009 PARIS - Maison La Pelissier

J5 VOTRE ASSOCIÉ EST ECONOMIQUE



Le nouveau J5, 1000 ou 1300, comprend bien vos problèmes. C'est pourquoi il est très économique à l'achat et vous offre une des meilleures rentabilités au m² et au kg transporté. Prenez pour associé un diplômé d'économie.

J5 PEUGEOT

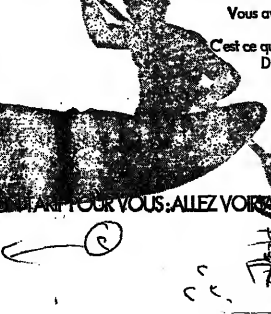
MOINS DE 29 ANS ? ALLEZ EN AFRIQUE POUR MOINS CHER

...SUR VOUS SEULEMENT AIR AFRIQUE

Vous avez moins de 29 ans ? Profitez-en pour découvrir l'Afrique avec environ 60 % de réduction sur l'aller et retour. C'est ce que vous permet le Tarif Découverte "Jeunes" d'Air Afrique. Des Tarifs Découverte, il en existe 21, tous sur vols réguliers.

LES TARIFS "DECOUVERTE" AIR AFRIQUE

Tarif pour vous : ALLEZ VOUS EN AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.



Remettez votre chèque 700-48-31

POLITIQUE

DOSSIER

Les cabinets ministériels du gouvernement Mauroy
III. - MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Nous schématisons la publication de la composition des cabinets ministériels du gouvernement Mauroy dans l'ordre protocolaire (le Monde des 17 et 18 novembre) en indiquant leur formation et les principales fonctions qu'ils ont occupées.

Ministre du travail : M. Jean Auriant.

Directeur du cabinet : M. Michel Pradier.
[Né en 1935, ingénieur des mines, administrateur de l'INSEE.]

Directeur adjoint : M. Pierre-Louis Remy.
[Né en 1940, ENA, administrateur civil, chargé de mission à la DATAR, directeur général adjoint du Crédit mutuel de l'Île-de-France.]

Chargé de mission auprès du ministre : M. Gilbert Corrin.

[Né en 1918, inspecteur général du travail et de l'emploi.]

Conseillers techniques : M. Pierre Caspar.

[Né en 1937, ingénieur civil des mines, président de Syntec-organisations-formation.]

M. Michel Ospard.

[Né en 1947, Ecole centrale, chargé de mission à la direction de la prévision du ministère de l'Industrie.]

M. René Decillion.

[Né en 1926, attaché au Gas de France, secrétaire général adjoint de la C.F.T., secrétaire du Conseil économique.]

Ministre de la santé : M. Jack Ralite.

Directeur du cabinet : M. Jacques Latrille.

[Né en 1933, professeur agrégé de médecine à l'université de Bordeaux en 1972, puis président de l'université de Bordeaux II.]

Directeur adjoint du cabinet : M. Gilbert Millet.

[Né en 1931, docteur en médecine, ancien député communiste du Gard (« élucubrations », 1967-1968 et 1973-1981).]

Conseillers techniques : M. Françoise Dreyfus.

[Né en 1942, maître assistant en droit public à l'université de Paris, secrétaire général adjoint de l'Institut français de sciences administratives.]

M. Hans Gresh.

[Né en 1945, Ecole nationale de la statistique, chef du bureau de l'actualité économique à la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances.]

M. Yves Talhouart.

[Né en 1940, maître de sciences économiques, chargé des questions de santé auprès du comité central du P.C.]

M. Alain Léger.

[Né en 1946, docteur spécialisé, député de la 1^{re} circonscription des Ardennes de 1978 à 1981, vice-président du conseil général des Ardennes.]

Ministre du temps libre : M. André Henry.

Directeur du cabinet : M. Henri Grilleau.

[Né en 1943, inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs dans le Var.]

Conseillers techniques : M. Max Salomon.

[Né en 1942, cadre dans une entreprise privée de promotion des loisirs, premier secrétaire fédéral du P.S. en Seine-et-Marne de 1971 à 1979.]

M. Jean Pelletier.

[Né en 1952, ancien assistant parlementaire.]

M. Jean-Claude Champin.

[Né en 1947, instituteur, secrétaire général de la Fédération des cadres latins du Val-de-Marne, administrateur de la Ligue française de l'enseignement.]

Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports : M. Elwige Avic.

Directeur du cabinet : M. André Laurent.

[Né en 1938, ENA, sous-directeur au ministère de la santé.]

Conseillers techniques : M. Robert Brunel.

[Né en 1932, ENA, chef de division au ministère de la qualité de la vie.]

M. André Llanes.

[Né en 1939, employé aux P.T.T.]

M. Jean-Michel Bellot.

[Né en 1953, professeur adjoint d'éducation physique.]

Ministre de l'urbanisme et du logement : M. Roger Quilliot.

Directeur du cabinet : M. Patrice Chevallier.

[Né en 1946, ENA, administrateur civil, chef du bureau du financement de la construction à la direction du Trésor.]

Chargé de mission auprès du ministre : M. Guy Pellenc.

[Né en 1933, directeur de l'aménagement à la SONACOTRA, chargé de mission à l'Union des fédérations d'organismes d'I.L.M.E.]

Directeur adjoint du cabinet : M. Alain Kafard.

[Né en 1943, Polytechnique, ingénieur des ponts, chef de la politique technique à la direction de la construction.]

Conseillers techniques : M. Gilbert Simon.

[Né en 1947, ENA, chef de la division des sites au ministère de l'environnement.]

M. Robert Pagès.

[Né en 1942, docteur en droit, responsable du financement du logement au Crédit foncier de France.]

M. Jean-Claude Pauze.

[Né en 1946, Polytechnique, ingénieur des ponts, chargé de la formation au ministère de l'Équipement.]

M. François Pignat.

[Né en 1949, H.E.C., chargé d'études à l'Union des H.L.M.]

Ministre de l'environnement : M. Michel Crépeau.

Directeur du cabinet : M. Lucien Kalfen.

[Né en 1936, ENA, administrateur civil, ancien collaborateur de M. Jean-

Noll Lipkowski, de M. Norbert Segard, et de M. Edgar Faure.]

Conseillers techniques : M. François Letourneau.

[Né en 1942, ingénieur du génie rural.]

M. Sabine Raletto.

[Né en 1950, ingénieur civil des mines.]

M. Philippe Verseron.

[Né en 1945, Polytechnique, ingénieur en chef des mines.]

Ministre de la Mer : M. Louis Le Pen.

Directeur du cabinet : M. Jean-Claude Boland.

[Né en 1943, ENA, maître de requêtes au Conseil d'État, adjoint au secrétaire général de la marine marchande, conseiller général (P.S.) du canton de Brest, St-Jacques.]

Conseillers techniques : M. Alain Merckelbach.

[Né en 1942, études supérieures de sciences économiques.]

M. Jean-Paul Pagès.

[Né en 1944, Sciences politiques, cadre du privé.]

M. Gilbert Roubach.

[Né en 1947, Polytechnique, ingénieur des ponts.]

M. Fabrice Théobald.

[Né en 1949, ingénieur civil du génie maritime.]

Ministre de la communication : M. Georges Fillard.

Directeur du cabinet : M. Bernard Miya.

[Né en 1946, ENA, conseiller des affaires étrangères.]

Conseillers techniques : M. Michel Berthod.

[Né en 1945, ENA, administrateur civil au ministère de la culture.]

M. Pierre Girard.

[Né en 1940, journaliste à l'ancien quotidien du P.S. « Riquet ».]

Ministre des P.T.T. : M. Louis Mexandeau.

Directeur du cabinet : M. Bernard Lutz.

[Né en 1932, École normale supérieure, agrégé d'anglais, détaché au C.N.R.S.]

Directeur adjoint : M. Philippe Bodin.

[Né en 1938, frère de Mme Lalumière, Polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications.]

Chargé de mission auprès du ministre : M. Bernard Zuber.

[Né en 1937, ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes.]

Conseillers techniques : M. François Ayon.

[Né en 1942, École normale supérieure, agrégé d'histoire, maître-assistant d'histoire à Paris-IV, conseiller municipal (P.S.) de Lorient (1977).]

M. Guy Brun.

[Né en 1941, Polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications.]

M. Henri Bustarret.

[Né en 1927, Polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications.]

M. Georges Dupeyron.

[Né en 1934, École nationale supérieure des P.T.T., administrateur des P.T.T.]

M. Roger Fort.

[Né en 1932, École nationale supérieure des P.T.T., directeur des études à cette école.]

Ministre des anciens combattants : M. Jean Lemaire.

Directeur du cabinet : M. Gilbert Faure.

[Né en 1915, instituteur, député S.F.I.O. puis P.S. de l'Alsace (1^{er} cir.) depuis 1962, maire de Mirepoix et conseiller général.]

Conseiller technique : M. Georges Bonnet.

[Né en 1923, École des impôts, directeur départemental adjoint des impôts.]

Ministre de la consommation : M. Catherine Lalumière.

Chargé de mission auprès du ministre : M. Christine Dard.

[Né en 1942, journaliste, rédacteur en chef de « Consommateurs Actualité », puis de « 30 millions de consommateurs », délégué national à la consommation du P.S.]

Directeur du cabinet : M. François Giquet.

[Né en 1938, ENA, conseiller culturel et de coopération technique, conseiller référendaire à la Cour des comptes.]

Conseillers techniques : M. Jeanne Sivel-Pouydegeau.

[Né en 1936, docteur en sciences politiques, spécialiste de sociologie administrative.]

M. Jean-Luc Giarardi.

[Né en 1942, inspecteur principal de la répression des fraudes.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Directeur du cabinet : M. Guy Mattoni.

[Né en 1943, avocat au barreau de Strasbourg, ancien directeur juridique de l'Institut national de la consommation.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Directeur du cabinet : M. Guy Mattoni.

[Né en 1943, avocat au barreau de Strasbourg, ancien directeur juridique de l'Institut national de la consommation.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée, collaborateur du comité central du P.C.F.]

Ministre de la formation professionnelle : M. Marcel Rigaut.

[Né en 1936, docteur en sciences physiques, ancien chargé de cours à l'École des mines de Nancy, chargé de mission à la délégitation à la formation professionnelle.]

Conseillers techniques : M. Patrick Le Maho.

[Né en 1948, licencié en philosophie, collaborateur du comité central du P.C.F.]

M. Jean-Paul Dupart.

[Né en 1936, agrégé de sciences et techniques économiques, professeur de lycée

Le SGEN-C.F.D.T. préconise « un transfert massif de pouvoirs vers les personnels et les usagers » de l'enseignement

répond que, ici et là, des militants sont assez dynamiques pour emmener le mouvement, surtout s'ils sont sollicités par d'autres forces : habitants des quartiers, travailleurs sociaux et tous ceux qui ont le cœur à la fête depuis dix mois, le sentiment manifest s'échapper et plier devant. Plus ça change et plus c'est pareil ». Est-ce donc tout en 1987, de vouloir que l'éducateur se renforce à ses vieilles chimères

Se perfectionner, on apprend
la langue et possible
on s'inscrit

Se perfectionner, ou apprendre les langues est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BBCS

3, rue de Berni - 75008 Paris

Fermé Lundi et Mardi

Les notes ont eu lieu
l'intimité.

names pour l'histoire de cette époque

plastic ☐

Signature

U

JOHN

2

NAIPAUL CHEZ LES CROYANTS

Un livre sur l'islam

(Suite de la première page.)

[illegible]

Quelle déchéance, souligne Nalpu, lorsqu'on compare cet Islam incapable d'inventer et de construire son présent et son avenir, repêché sur la réinterprétation des textes, à l'islam des premiers siècles, organisé, conquérant, adoptant sans réserve techniques et sciences que lui proposaient d'autres sociétés. Ces images crues, ce regard impitoyable que n'atténue aucune mauvaise conscience, sont salutaires. Il n'est que trop temps de détruire des mythes. Pourtant, Nalpu mutila la réalité et ainsi crée ou recrée d'autres mythes.

● **L'Assemblée générale de l'Église en détresse** vient de se réunir à Rome.

Le Père Werenfried Van Straaten, modérateur général ayant démissionné, il sera remplacé par trois personnes, un président, un secrétaire général et un directeur spirituel. Le président est Mgr Henri Lemaitre, archevêque (Belgique), pro-nonce en Ouganda depuis 1976.

* «Aide à l'Eglise en détresse» :
Postfach 1209 D, Klerchshinn
6240 Koenigstein. Contact : Gun-
ther Von Drak, 19 (49) 51 74 30 91.
A Berlin : Jean Wierzy (31) 052 43 45.

On n'est pas une des moindres raisons de son succès, l'absence d'obligations l'Occident. Il reprend d'ailleurs son rôle de fournisseur de biens de saurait affaiblir l'Occident, ces nations, ces hommes, sont incapables de produire et d'inventer, et de faire progresser le monde. Les autres du monde développés, qui suivent la voie de l'Occident, ne le font que parce qu'ils ont copié les biens produits par d'autres. N'aurait pas été manifestement pas le cas de l'Occident, si ce n'est : *« emprunter par d'autres qui ne sont ce qu'ils sont que parce que les autres ont été les premiers à le faire »*. Dans le fondamentalisme, dans un discours religieux déraciné (épousant le discours scientifique), on déprécie, la cause du mal et du parasitisme, alors que les gloires passées de l'Occident devaient être le fruit d'une absence de dépendance l'origine des différences

[illegible]

Nalpour nous dit le brutalité et l'incapacité de la situation que les musulmans ont dû endurer ; il ne nous dit pas comment cette situation s'est produite ni vers quoi elle tend. Elle est, en réalité, fluctuante. Le mouvement des peuples musulmans ne peut que commencer.

résolu interroger aussi son parti pris de transparence.

Naipaul ne se pose pas la question de l'existence de plusieurs interprétations ou plus exactement con-

Une traversée des apparences

Le chaimar du Nalpasut est suspecte : un homme lue au tiers-monde (il est né à Trinidad) jette un regard occidental sur un regard qui se voit à l'étranger. Il se voit à l'étranger d'il s'ra pas l'air d'émigrer, il prétend vouloir comprendre comment ça marche dans le monde, mais, à aucun moment, il ne fait l'effort de comprendre ou d'appréhender ce qui est compréhensible. Il cache, par exemple, ses origines et dit qu'il « vient des Amériques ». Quand il rend visite à ses amis, il dit : « Oom, il sent qu'il restera toujours à l'étranger des événements et la fin des hommes qu'il ne peut pas dire ». Il aime à parler dans l'esprit (de Khalcheil), voir le monde tel qu'il le voyait - « Or, pour cela, il faut que l'homme se fasse - faire un autre de plusieurs siècles en arrière - et retrouver l'époque médiévale ».

(pakistans) appelaient aux idéaux de ces civilisations étrangères dont, chez eux, ils nioient les vertus ».

C'est là la critique principale qu'il adresse à tous ceux qui militent pour la loi sous prétexte que la technologie occidentale, quand on choisit de faire l'Éloge de la loi islamique au qu'on s'intéresse — la rhétorique médiévale ? Khalid Isah, un juriste de Karachi, lui répond : « Émotionnellement, notre peuple rejette l'Occident. Nous pouvons en dépendre matériellement. » C'est ce qui explique — entre autres — l'émigration

Dependent Nelpoul inaita pour voir se réaliser un accord entre « les institutions et les aspirations émotionnelles du peuple ». Le manque de cohérence la gène : « Ce rejet de l'Idécident) repose sur le postulat qu'à l'extérieur, il existe une civilisation vivante, créative, singulièrement neutre prête à ouvrir les bras à tous. Ce rejet n'en est donc pas véritablement un. Il est aussi, pour la communauté dans son ensemble, une façon d'abandonner l'effort intellectuel. Il s'exerce de façon passivité. »

Parlant de M. Suryedi, un indonésien qui a fréquenté l'école hollandaise, Naipaul dit : « Il avait perdu sa fille » (normalement elle n'était pas morte, mais... elle s'était convertie à la cause du nouvel islam — l'île malaysienne — (...)) Elle était très vivante (...), elle devenait mormo. »

La défense de l'Occident prend parfois des tournures ridicules. Ainsi, ce vieillard pakistanais, ancien greffier, espère que sa fille, paralysée

pourrait suivre un traitement aux Etats-Unis. Voici le commentaire de Naipaul : « Les Etats-Unis : le monde du savoir placé au-dessus du monde de la folie ».

Dans le même esprit, il demanda à M. Parvez, rédacteur en chef de *Tehran Times* : « Votre journal dénonçait fréquemment les civilisations matérialistes. Pourquoi vos fils font-ils leurs études aux Etats-Unis ? » Des exemples ai des anecdotes de ce type abondent. Dans un village d'Indonésie, où « des pauvres apprennent aux riches à être pauvres », dans des écoles religieuses, Nelpaue dit tout d'un coup de trouver une photocopieuse comme il s'en était auparavant détonné de voir des ayatollahs. Qui, assis par terre, entourés de disciples !

Culture et mode de vie

L'islam est une religion intégrée dans le quotidien, au point de devenir culture et mode de vie. Souvent, son esprit est ébahi. Mais cela ne permet pas de leira l'amalgame entre un régime politique fait de terreur et de massacres et une philosophie islamique. Il faut dire aussi que les convertis récents — ceux de l'islam périphérique — ne sont pas représentatifs. Ils s'attachent à la lettre et n'ont pas le temps de s'imprégner de l'esprit.

Ce « voyage aux pays des
proyants », où l'auteur se cru-
voit un crépuscule descendant
sur l'Islam, n'est tout au plus
qu'une traversée des appo-
rences.

TAHAR BEN JELLOUN.

Das un véritable reid

Il n'eut, en Iran, que des rencontres décevantes. Avec le Pakistan, on le sent un peu moins crispé. Il fait son enquête sur les institutions et les expériences islamiques dans ce jeune Etat (créé en 1947), bien plus pauvre que l'Iran. Il ne comprend pas pourquoi les (pakistanaïes) appellent leur pays non seulement l'Etat islamique primitif, œuvre du Prophète, mais aussi l'époque où il lui donnait régisair et guidance mutuels. « Il ne comprend pas non plus pourquoi » à l'étranger, les émigrants

★ Crépuscule sur l'islam.
Voyage au pays des croyants.
V.-S. Naipaul. Traduit de l'anglais
par Annie Saumont. Albin Mich
444 pages. Poésie 105 fr

CREDIT LYONNAIS:

LA BANQUE DU FUTUR.

VOIRE FUTURE BANQUE

NOTRE PARTENAIRE 

Bien sûr, le Crédit Lyonnais possède un des outils informatiques les plus perfectionnés qui soient — et c'est important de le savoir quand on choisit sa future banque.

Mais pour nous, au Crédit Lyonnais, au-delà de la puissance de notre informatique, l'essentiel ce sont les rapports que nous avons quotidiennement avec nos clients, et le temps que nous prenons à les aider ou à les conseiller.

Ecouter nos clients, améliorer dans tous les domaines la qualité
des services rendus, voilà notre politique au Crédit Lyonnais.



7128N00000BPAW

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

LES GONZAGUE A LONDRES

Deux siècles d'art engrangés

LES Britanniques ont commencé tôt à collectionner : grâce à des intermédiaires remarquables, l'Angleterre est devenue le grand trésor privé de l'art occidental. Comme le rappelle précisément Denis Sutton (1), il n'y a pas d'année où les publications d'archives ou les ventes n'en révèlent quelque aspect étonnant. Le nom de Gonzague y fait souvent figure, car l'un des « coups » les plus brillants du dix-septième siècle fut l'acquisition par Charles I^{er} du meilleur des peintres et sculpteurs de Mantoue par l'intermédiaire d'un marchand du roi, l'officier négoce de 1627 à 1680. Le catalogue de « Menthe places », qu'on peut voir à l'exposition — récemment ouverte — du musée Victoria-et-Albert, comporte deux cent quatre-vingt-trois sculptures et cent soixante-neuf tableaux (six-neuf Titien, douze M^e regne, cinq Corrège...). Il n'y a guère d'équivalent que l'acquisition d'un siècle plus tard de la galerie de Modène par les ducs de Savoie (1748). La différence est que Dresse en a conservé l'essentiel, tandis que le fonds planton d'un été dispersé par un certain Cromwell.

L'idée d'acquiescer cet ensemble prestigieux était tentante, mais pratiquement irréalisable avec les originaux. La mise au tombé de Titien, les tableaux présentés du

Studio d'Isabelle, sont au Louvre. Celui-ci a envoyé la Vierge au lapin de Tien et une des têtes allégoriques commandées par le marquis, celle de Costa. Pour le reste, il a fallu jouer des dessins, des copies, voire des photographies. Des lots, on pouvait évaluer le panorama à toute la période où les Gonzague ont brisé à Mantoue, en gros deux siècles, de 1480 à 1920. Et c'est ce qui a été fait avec brio et imagination. Le musée Victoria-et-Albert dispose de quantités d'objets qui pouvaient animer le panorama. Avec des concours italiens appréciables, on a ainsi composé un parcours historique entrecoupé de documents et de belles pièces : qui piquent la curiosité. Par exemple, un ravissant coffret d'argent (quintessence sélecte) fait de millions en forme de « S », emblème accordé par Henri VI de Lancastre au premier marquis de Mantoue en 1438 ; la magnifique vaisselle d'Urbino faite vers 1525 pour Isabelle, épouse du quatrième marquis, avec, entre autres, le plat à décor musical d'un charme étrange. Ce gros vase sculpté et les statues en bronze doré de l'Antico, outre spécificité de la maison Gonzague. Ou encore l'étrange coffret reliquaire prêt par le basileus de Santa-Barbara, d'or, argent, cristal, qui rappelle un culte local cher aux Gonzague et leur goût d'un luxe plutôt appuyé.

avec une bonne dose compassée d'humour et de sérieux tous les aspects de l'illustre bas-bleu. Ses inventaires complètes de bijoux antiques : on voit un bel exemple avec un étonnant petit vase d'onyx sculpté (collection Bransford) et deux bustes de nosse (Mantoue). On a parlé déjà des plats d'Urbino, qui l'ont, avec les carreaux peints du pavement, un joli chapitre de l'exposition.

Il y a surtout les portraits d'Isabelle, objets d'une marie précoce. Le catalogue renseigne parfaitement : Isabelle, elle s'appelait à son beau-frère, de Milan, qu'elle craignait bien d'emmener tout le monde avec ses effigies. Celles-ci servaient d'ailleurs aussi bien la politique que la vanité.

On n'a ici qu'une copie (Ondoro) du beau dessin uné de Léonard, qui est justement de 1480 : Isabelle à vingt ans. Le profil est assez pur et lointain une sorte de noblesse, qu'on ne retrouve pas vingt ans plus tard dans la croquis pris par Borsignini (1814, British Museum) pour insérer l'image de la Dame dans un tableau pieux : le double élève de chevaux : abt cent cinquante dans les écuries en 1488. Et le fameux palais du To fut construit dans les prairies humides pour le harnais : plusieurs autres petits ouvrages le rappellent dans les vitrines, et on a en son d'empêcher des Gonzague sculptés en capitales sur leur cheval de bois, conservés au palais de Sabotino, la charment succursale de Mantoue. Le portrait en pied de Vincenzo I^{er}, quatrième duc, par Pourbus (vers 1600) est, en rouge et noir, un bel exemple de pompe vaine : fine armure de parade, col de dentelle et regard vide.

Avec leur cavalerie, leurs sculptures, leur art des réceptions, leur

« Disneyland » au musée

L'une des rares parties de la vente de 1929 que respecta Cromwell, ce fut l'extraordinaire suite du *Triomphe de César* par Mantegna : huit panneaux figurant un cortège antique, chef-d'œuvre plutôt national, dont la remise en valeur vient d'être terminée. Mais il faut prendre le petit train à Waterloo Station pour aller le voir, et la galerie est ouverte, au château d'Hampton-Court. L'exposition aurait pris un autre caractère si cette grande création, à notre sens la plus haute, de l'art manoué, n'avait pu être présentée. Pour combler de malheur, l'œuvre d'œuvre de grand style, né à Mantoue, pour Mantoue et resté à Mantoue : la *Trinité* de

Rubens, où les derniers Gonzague sont merveilleusement traités, a été mutilée autrui. On est heureux de revoir cette grande scène terrestre et typique, mais des dessins de reconstitution sont indispensables.

Toutes ces circonstances conduisaient au dilemme. Comment évaluer finalement les œuvres, les espérer, qu'on ne peut démentir ? Avec une décision qui fera date — et qui ne manque pas d'humour — a donc décidé d'aller aussi loin que possible. On a intermédiaire utilisé les modèles réduits : la fameuse *Camera degli Sposi* de Mantegna a été reproduite à échelle réduite ; quelques structures du palais du To ont été dessinées en plâtre ; des photographies géantes ont été fixées sur la galerie des antiques de 1929, etc. Le circuit, trop serré malheureusement, devient amusant, pittoresque, entre objets rares, copies, réductions. C'est « Disneyland » au musée, le jardin d'acclimatation pour adultes.

On attend l'inévitable Isabelle d'être avec un peu d'audace. Morte au marquis Francesco en 1660, elle lui survécut, mena la vie d'un son his Foderio et à sa belle-mère, se mêlant de tout, active, huppée ses peintures, collectionnant avidement, et veillant assidûment à sa propre image. On est reconnaissant à David Chambers et Jena Martineau (2) d'avoir étiré

(1) « British Collecting », dans *Apollo* (novembre 1981).
(2) *Isidoro* (1978) de Gonzague, 272 musées. Le catalogue, publié sous la direction de David Chambers et Jena Martineau, comprend quinze tomes de R. Sigmund, 2, Bureau L.E. Gornitzky, 10, Victoria and Albert Museum, jusqu'à la fin.

Bribes pour un portrait Le collier de Nevelson

UN foulard serré en bandeau lui arrête le visage rigoureusement, juste à la bonne hauteur, celle qui partage le profil en trois parties égales. C'est très important, dit Louis Nevelson, de savoir placer les choses. Dans ses plus petits collages, dans des minuscules assemblages comme dans ses grands murs, chaque pièce, le petit trou d'équerre, la dent d'engrenage comme la boucle, le pied de meuble, la courbure d'une plaque de bois comme le rond de W.C. ou la queue de tennis, est à sa place, donné en tout cas l'impression irrésistible que la dernière d'un ponton tuerait l'équilibre soigné de la composition, ferait l'effet de la flamme noire dans l'enlèvement de la partition, ou celui du grain de sable dans l'engrenage. L'œuvre est devenue classique, qui fait du tout la somme des parties et plus, tout en recelant cette folle libé-

rie des conventions que l'artiste, attentive à tout ce qui est fait du côté des surréalistes, y a organisée.

A quatre-vingt-un ans, Nevelson se tient droite, toujours, littéraire, de front, comme sa sculpture, composée, comme sur la photo de Hans Namuth qui a servi pour l'affiche de l'exposition. A contrôler

son corps, avoir la maîtrise de soi, contrôler la tension intérieure. Pour évoquer le travail des peintres et des sculpteurs, on parle de *démarche* artistique, d'est-ce pas ? Avec Nevelson, les choses ne s'arrêtent peut-être pas là. « J'ai toujours pensé dans mon art ce que j'ai écrit d'être », dit-elle. Elle, son œuvre, ne font qu'un.

Elle était timide, elle ne pouvait pas parler. Elle savait quelle porte à « ça » (l'art) en elle. « D'autres ont la même chose en eux, mais n'ont pas forcément la même conviction, la même énergie pour le réaliser, la même chance, peut-être, sans quand il le fallait. « J'étais timide, je ne pouvais pas parler, j'étais de l'argent, j'étais muride (à vingt ans, dans les années 30) à un homme très riche, et j'ai pu fuir la musique, la danse, l'art dramatique, avec les meilleurs professeurs du New-York. Ça m'a libéré complètement la voie, ça m'a appris à placer ma

voix — toujours cette tête de la juste place. Le masque et la danse m'ont énormément aidés à créer. »

Qu'on peut le vérifier à travers toutes ses œuvres, orchestrées comme des pièces musicales, avec leur harmonie propre, et où la chose d'est encore de l'harmonie. A travers l'exposition que la Galerie de France lui consacre dans ses nouveaux locaux, rue de la Verrerie, et qui réunit un choix d'œuvres, souvent peu connues, depuis 1953, on pense variations pour clavier (*Mon spider*, 1961), pièces pour piano (*The Waves*, 1955 : huit petits morceaux de bois incurvés dressés dans l'espace — toute la gamme), fantasmes (*Southern shores*, 1966 : des rubans blancs en découpes libres, rondes comme du Asp), et grande morceaux pour orgue (les murs noirs qui l'ont rendue célèbre).

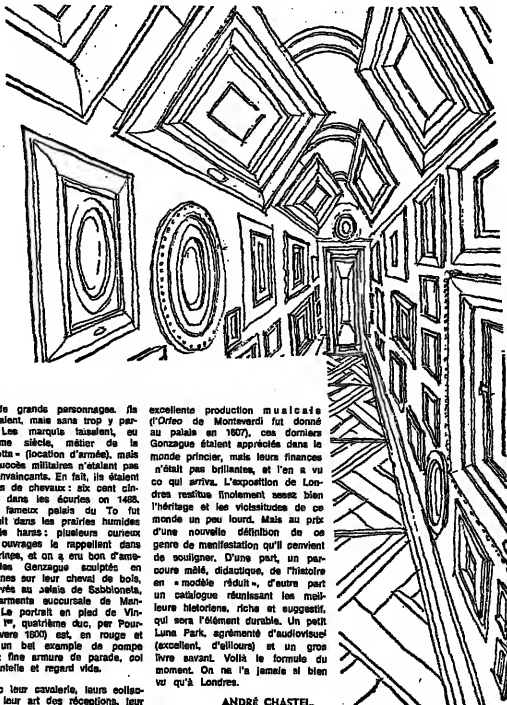
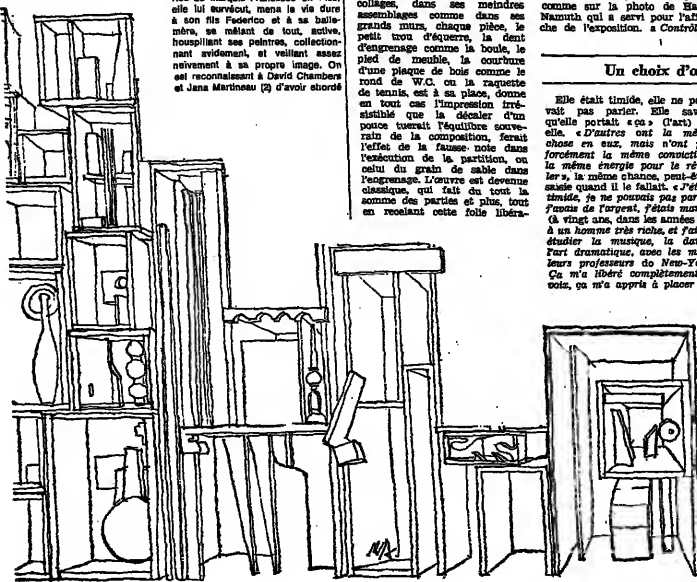
En 1941, à son premier One man show — elle vient de découvrir qu'en France on dit exposition personnelle — personne n'avait remarqué l'œuvre mise en doute que c'était là l'œuvre d'un maître.

Nevelson, la « Mutter Courage » des artistes féministes d'aujourd'hui, s'est battue, en son temps, comme un bon diable pour faire reconnaître ses droits, et ceux des autres. Aujourd'hui encore, peut-être parce qu'elle sait commander — parce qu'elle même en convaincre — elle mène toujours un peu le porte-parole des artistes, qui, avec Reagan, ne sont pas à la fête. C'est un gouvernement entièrement anti-artistique. Il faudrait qu'il comprenne que si on coupe les idées, les arts, on vide complètement la nation. Ce qui se passe actuellement, c'est comme si on retirait le pain aux enfants. Il y a plus de nourriture, il y a qu'il faut nourrir les jeunes créateurs, comme on nourrit les enfants à l'école.

Nevelson, aujourd'hui, n'a plus besoin d'aide : elle est reconnue comme une des grandes figures de la sculpture moderne aux Etats-Unis, mais elle porte toujours sa sculpture tout près du corps, comme un morceau arrondi d'elle-même, placé entre elle et l'extérieur. Ce collier-là, mesurant, ce n'est pas un caducée de vœux. Nevelson se l'est forgé elle-même avec l'accompagnement d'un destin qu'il a fallu défendre pied à pied, dès le début.

Elle est née à Kiev, et elle avait quatre ans quand elle est arrivée aux Etats-Unis avec sa famille.

GENEVIEVE BREKRETTE.
* Galerie de France, 56, rue de la Verrerie, jusqu'au 21 novembre.



ANCIEN
COMBAT
INSTALLA
POUR LE

RAPATRE

LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE

Le nouveau Fassbinder

Sur l'affiche publicitaire, une jeune femme blonde en sous-vêtements noirs, prend une pose lascive. C'est à peu près le même appel évocateur que pour le Mariage de Maria Braun, et de l'hypocrisie morale est un tel symbole que le propos politique se dissout de lui-même.

Mais ici, l'appel se fait plus pressant, pour rappeler une autre Lola, celle de l'âge d'or. Fassbinder s'est, en effet, vaguement inspiré du roman d'Heinrich Mann, *Professor Unrat*, déjà détourné par Josef von Sternberg au profit de la création du mythe Marlene. Or, en 1980, les lingeries provocantes de Marlene-Lola correspondent à l'esthétique de séduction charnelle utilisée par les « femmes Mariage » de l'époque. Chez Fassbinder, il s'agit moins — beaucoup moins — d'érudition que de désenchantement, de dépit, et de révolte.

La Lola, chanteuse et fille viciée, succède à Marie Braun (dont l'ascension sociale s'effrite de 1945 à 1964) dans une nouvelle métaphore de l'Allemagne fédérale. Avec elle, on visite une ville de province de 1957, en

Des tableaux de revue

Schnockert, l'entrepreneur immobilier, est, sans doute, une créature, mais, en dépit de son caractère cynisme et ses passions de « bon vivant », Mario Adorf le rendait plutôt sympathique. La manière dont il s'entretient en manipulant, grâce à Lola, von Rohm, l'ingénieur directeur des travaux publics, relève de la comédie de boulevard. D'une certaine manière, Schnockert dirige le spectacle de la société où il vit.

Et là, on retrouve le vrai Fassbinder, fasciné par les idées en soie et les artifices qui transforment la réalité historique ou ban, en tableaux de revue touchés par le « kitsch ». On retrouve son esthétisme de la con-

science dite « décadente » enjolivant ou enlaidissant (pour imposer) les idées sociales pour en faire des visions « expressionnistes ». Ainsi toutes les séquences de la boîte de nuit-bordel où Lola chante (comme une serpente) attise la lubérisse de bourgeois voyeurs. Les jeux de lumière, les alternances de assemblages de lieux et rouges tranchés sont rétrogrades, dans des scènes de balades, des illusions et les travestissements d'un monde en représentation. Les notables et les petits se rejoignent dans la même sacralité spectaculaire. Les honnêtes de classe qu'apporte rigoureusement la secrétaire caennaise de von Rohm à son patron relèvent du même parti pris. Fassbinder s'est lui-même à son penchant naturel pour l'écriture-montage, les jeux d'artifice colorés, les ambiances érotiques et trouillantes du manoirisme photographique. Le scénario était didactique et subtil. Il n'y a pas à le regretter. Et Lola apparaît maintenant perverse en robe de chambre virginale qu'elle reproduit, façon travail de cabaret, de Marlene.

* Voir aussi : JACQUES SICLIER.

BARBARA SUKOWA

L'image vraie d'une femme-mensonge

DANS le bordel où Lola chante, la nuit est rouge. Un homme en entrant se sent étonné par la porte à moitié ouverte. En la voyant, Lola, l'habillée de tournure, affolée. Puis, orgueilleuse, elle fait face, poursuit la chanson, tandis qu'il repart assailli — il ne savait pas, elle lui avait dit qu'elle était canarienne. Elle chante, se dévoue de sa robe, la fait tourner comme un lasso.

Et sa, sauvagement parmi les hommes, termine la chanson chevauchant le son d'un homme, amoureux en goguette.

Lola : Barbara Sukowa.

Dans le scénario, les indications pour cette scène étaient brèves : strip-tease autodestructeur. Barbara Sukowa avait dans l'idée de déglacifier sa robe, mais, comme la production n'en fournissait qu'une, elle a dû renoncer. Fassbinder lui a juste dit : « Tu vas et viens sur le procubitus ». Elle a répété une fois avec un vieux jupe en guise de robe, et Fassbinder a tourné. Une seule prise a suffi.

Qui est Lola ? Une « femme allemande », comme dit le titre

français : « Une femme typique de l'après-guerre », dit Barbara Sukowa. Une femme dans un pays qui ne peut oublier les ruines et faire la révolte. Une femme dans une période où, à l'horizon des idées, elle se sent rater le coche. Lola aime bien sentir l'argent, boire du champagne. Elle a des qualités étonnantes importantes, plus qu'on en a dans la tête. Elle est étonnée, mais c'est pas la seule chose dans la tête. Elle est étonnée, mais c'est pas la seule chose dans la tête. Elle est étonnée, mais c'est pas la seule chose dans la tête.

Pendant la guerre, les femmes ont été amovibles à prendre des responsabilités, et en même temps, elles, à qui on avait enseigné qu'il faut faire des enfants pour le bonheur du peuple ont vu leurs enfants mourir. Elles ne pouvaient plus croire à toutes ces valeurs, mais les hommes les ont reprises dans leur fonction de ménagère. Mélangère au profit. Lola est contrainte à la dernière situation, mais robe de la première. C'est clair, elle est en « femme d'usant ». Elle est en

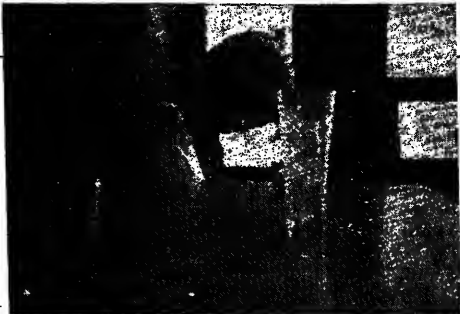
retard sur le mouvement de son époque, sa vie lui a été volée. Aujourd'hui, elle n'aurait pas forcément besoin de se justifier. « Étant donné son métier, il est étonnant que Lola ait gardé des idées étonnantes. Elle aime l'entrepreneur marron, se trouve à égalité avec lui, quelle surprise, à qui elle fait confiance. Il ne ment pas et se fait de ce qu'il se fait. Mais elle a des idées morales et souhaite renouer en homme-conscrit. C'est ainsi qu'elle imagine l'avenir. Comme tout le monde lui affirme : « Il n'est pas possible », elle fait tout pour l'atteindre. Ce n'est peut-être pas vraiment l'amour, c'est un reproche. Ce qui peut ressembler à un enfant à qui on dit : « Tu es beau ». Je ne trouve pas que Lola soit si bête. Elle est une femme qui se trouve au bord d'un principe social et psychologique ».

Lola appartient au monde de Fassbinder, qui n'est pas celui de Barbara Sukowa. « Il se sent étranger pas à la réalité directe. Ses points de repère sont ceux de cinéma, des artifices de l'art. Moi, je veux partir du concret. » Qui est Barbara Sukowa.

Elle a connu Fassbinder au Schauspielhaus de Hambourg où il a mis en scène *Femmes de New-York*. Avant Lola, elle a tourné avec lui *Berlin, Alexanderplatz*, feuilleton-fléau de quinze heures en huit épisodes, sage trilogie de l'Allemagne rouge par le réalisme. Fassbinder signifie popularité, et Fassbinder prestige. Mais la vocation de Barbara Sukowa, c'est le théâtre. Comme tous les enfants, elle avait joué des histoires quand elle était petite fille, et son entourage pensait bien qu'elle deviendrait comédienne. Elle y pensait aussi, mais vaguement. Une étonnante parmi d'autres. Elle a fait ses études sur *Staatstheater*, à Jena, dans une école, a participé à un petit festival, a été lancée à elle-même un défi : passer l'audition d'entrée au *Deutsches Theater* à Berlin. Elle a réussi, elle n'était pas acceptée.

« Quand j'étais diplômée, j'étais, j'étais tellement sûr de moi que j'étais toujours quelque chose de la scène, une œuvre sur la scène, un personnage que j'avais. Mais mes rôles sont devenus importants, moi j'ai eu besoin de ces artifices. Je cherche la réalité, l'authenticité, le vrai, le réel, mais j'ai découvert l'image vraie du personnage. On les images, Lola est différente quand elle est sur la scène, quand elle est la fille glamour mais provinciale, quand elle fait la femme du monde mais avec des idées trop hautes. Elle n'est pas dans aucune des images qu'elle propose. Elle ne se sent pas. Elle a quelque chose d'un enfant ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



« Stalker », un film d'Andréi Tarkovski

Entre le néant et l'espoir

DANS un cinéma soviétique où les bonnes surprises se font rares, où le contrôle idéologique reste toujours assez tourmenté sur les créateurs, où, surtout, il ne faut rien malinterpréter qui semble critiquer la morale ambiante, l'œuvre d'Andréi Tarkovski prend des allures de défi. C'est bien comme telle, et tout ce qu'elle est, elle est racontée en Occident. Faut-il pour autant vouloir y discerner à tout prix une sorte de distorsion littéraire, un équivalent de ces récits, romans, poèmes, rendus familiers par le manichéisme et la diffusion idéologique hors des frontières ? A l'évidence, non.

D'abord le cinéma, et particulièrement celui de Tarkovski, avec les moyens matériels et techniques qu'il suppose, exclut ce genre d'hypothèse. Et puis le cinéma lui-même, sans rien sacrifier de ses ambitions, sans faire le moindre compromis, n'a-t-il pas réussi à se faire accepter, dans une certaine mesure, comme l'opposition de Sa Majesté le mensonge social, à la fois de voir dans ce statut tacite une des originalités du travail de Tarkovski : jusqu'où peut-il aller tout en restant toléré par le pouvoir, comment son « message » se sent noble, non théâtral, non idéologique, non propagandiste ?

Stalker, écrit en 1979, s'inscrit dans la continuité des trois films qui l'ont précédé, *Andrei Rublev* (1966), *Solace* (1972) et surtout le *Miroir* (1976). Tous inconvertibles dans la production occidentale par leur ampleur, leur ton, leur caractère détonnant (1). Stalker, avec son air anglais, son personnage central innocent et mystérieux, le non-matériau d'un choix d'explorateur, comme entre chien et loup, porte l'ambiguïté à son comble. Film moderne par excellence, il trouve chez nous, peut-être son public idéal, où il n'est pas le ruisseau de bien-être

Un médium

Le Stalker (du verbe à statif, s'approcher, s'avancer, à l'infinitif), c'est le guide, le médiateur, le médium par lequel, à travers les ruines, nous fait pénétrer avec deux compagnons, l'écrit et le professeur, dans cette « zone » où nous allons errer les deux tiers du film. Au cœur de la zone une maison, au cœur de cette maison une « chambre des rêves » dont les visiteurs n'osent franchir le seuil par crainte de l'inconnu. A travers l'action physique, le décor de dégradation où ils évoluent, les trois voyageurs se découvrent, se réalisent. Le Stalker, le poète, l'inspiré — très admirablement par lui-même — découvre l'homme par lui-même, le monde par lui-même, le monde par lui-même.

Le film commence et s'achève dans la civilisation, dans ce qui reste de civilisation, anti-chambre de la zone où la famille du Stalker, sa femme, leur fille, l'ont quittés, l'ont abandonné. Tarkovski a adopté les livres avec les auteurs, Artych et Boris Strougatski, un récit de science-fiction dont il a emprunté la quinquillerie, les trucs. Nous savons simplement qu'un médiateur, « comme l'écrit l'écrit d'un médiateur », a engendré cette zone inconnue où les hommes espèrent se ressourcer. Plus clairement, la zone, c'est notre planète à la veille de l'explosion atomique, un continent perdu, pas tellement

dans le temps et l'espace que dans son âme. Le Stalker prêche dans le désert, stérile, fou, conscient que le monde va à sa ruine.

Le film s'achève sur une parabole trop belle, trop éclatante, pour n'être pas saisi tout de suite. Les deux compagnons soviétiques, l'enfant du Stalker s'enlève au futur, à la vie, le visage de la fille, scintille illuminé, rayonne une grâce hors du réel et des théories. La monde repart, avec d'autres possibilités. Des objets trépassent et se déplacent sur une table comme sur un tapis magique. La parole peut soulever les montagnes. Tarkovski ne croit pas la contradiction, elle deviendrait directement poétique : comment tant d'êtres ont-ils pu être déçus, comment les enfants d'aujourd'hui deviendront-ils les gens d'aujourd'hui de demain ? Ou la société trahit-elle sa mission ? La question n'est pas posée, à l'Occident.

La réponse, elle est transparente. Le Stalker montre une première issue, vit intérieurement, personnellement sa quête d'équilibre. Il a la foi, mais il n'indique aucun chemin tracé à l'avance. Au mieux, il indique. Sa foi n'a rien de religieux, au sens théologique, elle se défend d'être aucun canon. Elle invite les hommes à répondre à voix d'entendre. Elle n'a que faire de la politique au premier degré. Si elle nous attend dans nos certitudes les mieux établies, elle n'est pas pour nous tout son sens dans ce pays où le rêve fou, où la révolution, ont conduit, à la limite, à la dégradation de l'homme par lui-même.

LOUIS MARCOTTE.

(1) Ces trois films sont produits en Allemagne au *Deutsches Theater* (Cologne) et au *Deutsches Theater* (Cologne) sous la direction de Tarkovski.

THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY
du 18 au 22 novembre
MONSIEUR DE POURCEAUGNAC
de Molière
Location 02.37.43

du 25 nov. au 19 déc.
LA DANSE DU DIABLE
Philippe Caubère

TCA THEATRE DE LA COMMUNE 833.46.43
ALBUQUERQUE
DU 24 AU 30 NOVEMBRE 1981

DIX JOURS AVEC DES ACTEURS

AVEC
CHARLES VANEL
ET
JULIET BERTO
RAYMOND BUISSIERES

EDDIE CONSTANTINE
MARIE DUBOIS
ANDRÉ DUSOULIER
BRIGITTE FOSSEY
BERNADETTE LAFONT
RUFUS

Le papier pour bien rouler vos cigarettes

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

du 15 novembre au 15 janvier
Jacqueline RENEIER
présente
60 PEINTURES
Peintures rendues-vous à l'atelier de l'artiste
Tél. 285.19.39
67, rue de Cléry, 75009 PARIS

FÉLIX VERCEL
présente
VENARD
5-28 novembre
9, AVENUE MATIGNON
PARIS 8^e 256.25.19

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 PARIS - 354-92-01
STANISLAO LEPRI
DESSINS

GALERIE MORANTIN-NOUVION
28, rue de l'Université - VIV - Tél. : 261-23-26
MARIA BOCZEWSKA
Sensibilité et paysages de Suède
18 NOV.-12 DEC.

La ville de Fontenay-sous-Bois
présente des peintures de
TOFFOLI
à la Mairie
28, rue Guérin-Leroux, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Du 7 novembre au 6 décembre

GALERIE DE LA SEITA
12, rue Sureau - 7^e - Métro Parades
CHAISSAC
Collages
DU 28 NOVEMBRE AU 18 JANVIER
Rentrée libre
Tous les jours de 11 h à 18 h. (sauf dimanche et jours fériés)

[illegible]

La faute à Chaboud

(*) Journaliste à France-Inter, et M. Chaboud assure la rubrique « Informations ».

Ainsi, au lendemain du débat (tranquille) sur la décentralisation, Claude Estier nous avait reproché de ne pas avoir assez donné la parole à l'opposition. Mais oui. En revanche, au lendemain du débat (houleux) sur les nationalisations, et après la dévaluation, M. Estier nous a reproché d'avoir trop donné la parole à cette même opposition. Faut-il en conclure que nous ne devons ouvrir l'antenne aux autres, que par temps calme, lorsqu'il n'y a ni vent, ni vagues sur la mer parlementaire ? A vrai dire, et bien qu'il s'en

— Monsieur le ministre, notre politique est mal comprise par l'opinion.
— C'est la faute à « Kicavadach ».
— Maman, il pleut dehors.
— C'est la faute à Chaboud »

bandes dessinées. Jean-Claude Mézières ou Michel Blanc-Dumont, à un crilique de cinéma. Raymond Bellour, et, pour donner plus particulièrement la parole à l'imaginaire, à l'écrivain Jean Thibaut.

certo pour piano et orchestre n° 2 en la majeure, de Liszt; les «*Huguenots*» de Frisch; le «*Chant de la Vierge*» par l'Orch. Symph. de la Radio de Francfort, dir. E. Inbal, A. Brendel (Canto), D. Pagan (Violon).

h 30. Ouvert la nuit / Les chants de la terre / 23 h. 30. Boliste d'aujourd'hui / F.-A. Duchâble (Duo Liszt) / 1° u. 5. Mus. électro-acoustique / Savourat.

Enfin, la programmation de la soirée en matière purement musicale, qui est en fait la partie la plus intéressante de la soirée, est en fait la partie la plus intéressante de la soirée. Elle est en fait la partie la plus intéressante de la soirée. Elle est en fait la partie la plus intéressante de la soirée.

longue intimité. Apparemment disposée comme un jeu de construction, cette architecture élière cède peu à peu à ceux qu'elle connaît, fait pleuvoir entre ses lignes solidement chaînées une lumière tantôt dense, tantôt tamisée. Il ne faut jamais perdre une occasion, rare il est vrai, de l'apprécier. — T. Fr.

هكذا من اجل

Mercredi 18 novembre

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Cinéma : Camerone.
Film italien de P. Fellini (1976). Avec D. Sutherland, T. Aumont, C. Brown, G. Scarpitta.
Au dix-huitième siècle, à Venise, Camerone se tient à la débauche. Emprisonné par l'Inquisition, il s'étend et mûrit pendant son tour d'Europe. Le prisonnier s'adapte à ses conditions carcérales. Fellini propose un sévère d'un séducteur obéissant qu'il a testé et a transformé en pénitent étrange, en la forme d'une sexualité mûrissante. Ce film, entièrement tourné en studio, dans des décors insolites, est un essai de mise en scène, portant les frontières du cinématographique.

22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE
 22 h. 30. *Le concert de la nuit*

FRANCE-MUSIQUE

28 h 30. Concert (en direct de la salle Pleyel). Répertoire de chant. Grudnia Janowitz (soprano), avec Waters (piano). Schumann, Brahms.

22 h 25. Opéra de la Bastille. Français se concert au festival de notre modernité : Beethoven, Wagner, Liszt, Chopin.

novembre

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

[illegible]

13 h. 30, Renaissance
Sainte-Clotilde de
14 h. 30.

- 13 **24** **30** **36** **42** **48** **54** **60** **66** **72** **78** **84** **90** **96** **102** **108** **114** **120** **126** **132** **138** **144** **150** **156** **162** **168** **174** **180** **186** **192** **198** **204** **210** **216** **222** **228** **234** **240** **246** **252** **258** **264** **270** **276** **282** **288** **294** **300** **306** **312** **318** **324** **330** **336** **342** **348** **354** **360** **366** **372** **378** **384** **390** **396** **402** **408** **414** **420** **426** **432** **438** **444** **450** **456** **462** **468** **474** **480** **486** **492** **498** **504** **510** **516** **522** **528** **534** **540** **546** **552** **558** **564** **570** **576** **582** **588** **594** **600** **606** **612** **618** **624** **630** **636** **642** **648** **654** **660** **666** **672** **678** **684** **690** **696** **702** **708** **714** **720** **726** **732** **738** **744** **750** **756** **762** **768** **774** **780** **786** **792** **798** **804** **810** **816** **822** **828** **834** **840** **846** **852** **858** **864** **870** **876** **882** **888** **894** **900** **906** **912** **918** **924** **930** **936** **942** **948** **954** **960** **966** **972** **978** **984** **990** **996** **1002** **1008** **1014** **1020** **1026** **1032** **1038** **1044** **1050** **1056** **1062** **1068** **1074** **1080** **1086** **1092** **1098** **1104** **1110** **1116** **1122** **1128** **1134** **1140** **1146** **1152** **1158** **1164** **1170** **1176** **1182** **1188** **1194** **1200** **1206** **1212** **1218** **1224** **1230** **1236** **1242** **1248** **1254** **1260** **1266** **1272** **1278** **1284** **1290** **1296** **1302** **1308** **1314** **1320** **1326** **1332** **1338** **1344** **1350** **1356** **1362** **1368** **1374** **1380** **1386** **1392** **1398** **1404** **1410** **1416** **1422** **1428** **1434** **1440** **1446** **1452** **1458** **1464** **1470** **1476** **1482** **1488** **1494** **1500** **1506** **1512** **1518** **1524** **1530** **1536** **1542** **1548** **1554** **1560** **1566** **1572** **1578** **1584** **1590** **1596** **1602** **1608** **1614** **1620** **1626** **1632** **1638** **1644** **1650** **1656** **1662** **1668** **1674** **1680** **1686** **1692** **1698** **1704** **1710** **1716** **1722** **1728** **1734** **1740** **1746** **1752** **1758** **1764** **1770** **1776** **1782** **1788** **1794** **1800** **1806** **1812** **1818** **1824** **1830** **1836** **1842** **1848** **1854** **1860** **1866** **1872** **1878** **1884** **1890** **1896** **1902** **1908** **1914** **1920** **1926** **1932** **1938** **1944** **1950** **1956** **1962** **1968** **1974** **1980** **1986** **1992** **1998** **2004** **2010** **2016** **2022** **2028** **2034** **2040** **2046** **2052** **2058** **2064** **2070** **2076** **2082** **2088** **2094** **2100** **2106** **2112** **2118** **2124** **2130** **2136** **2142** **2148** **2154** **2160** **2166** **2172** **2178** **2184** **2190** **2196** **2202** **2208** **2214** **2220** **2226** **2232** **2238** **2244** **2250** **2256** **2262** **2268** **2274** **2280** **2286** **2292** **2298** **2304** **2310** **2316** **2322** **2328** **2334** **2340** **2346** **2352** **2358** **2364** **2370** **2376** **2382** **2388** **2394** **2400** **2406** **2412** **2418** **2424** **2430** **2436** **2442** **2448** **2454** **2460** **2466** **2472** **2478** **2484** **2490** **2496** **2502** **2508** **2514** **2520** **2526** **2532** **2538** **2544** **2550** **2556** **2562** **2568**

« Une place au soleil » sur TF 1

Et on s'y emploie avec un tact, une sensibilité, une intelligence que gâte seule, à mon avis, l'obstination de Liliane de Kermadec, c'est elle qui tient le micro. Elle veut à tout prix attribuer à l'absence d'amour matériel des troubles suffisamment importants pour avoir, peut-être, d'autres origines, pour appeler d'autres explications. Notons que les exemples choisis sont des exemples réussis, à une exception près. D'où leur intérêt.

Dans les pays scandinaves et aux Etats-Unis, très en avance sur ce chapitre, on n'en est plus

à ce stade. Depuis plusieurs années déjà, les handicaps richement sur le ton de la coexistence dure et organisée, employé par les minorités, le droit de vivre et de travailler avec des personnes comme les autres, pour être comme les autres, enfin. D'où le formidable essor du langage gestuel qui, au risque de couvrir les malentendus du gros de la communauté, rassemble et multiplie les échanges entre eux.

rhine, au nord, sur l'océan atlantique, « Sept sur sept » reconnaît l'un de ses sujets à la découverte de l'Amérique par les jeunes pensionnaires d'une institution pour enfants présentée en fort gros titre illustré au-dessus de quatre bruyères caractéristiques en jager par leurs réactions, le différencie ici sous le nom de leur teneur. Formé du propos, originalité de la pensée, acuité du regard, on avait l'impression de cavalier derrière un groupe de sirènes.

CLAUDE SARRAUTE.

★ Les membres de l'Union nationale : Une place est réservée au mercredi 18 novembre, 17 h 30 à 30.

Une nouvelle radio, Radio-Unité, émet depuis le 8 novembre en Guadeloupe. Créée par des indépendantistes, cette deuxième radio (après Radio-Bis), qui se veut une « radio du combat », émet chaque jour de 7 heures à 14 heures en F.M. stéréo (sur 99,5 MHz); elle rayonne sur une trentaine de kilomètres autour de Pointe-à-Pitre (à son antenne de 275 unités).

[illegible]

Documentaires, grands re-
ges dramatiques, émissi-
onales ou émissi-
onales.

de cent émissions au cours de toute sorte, empruntées à différentes chaînes (NBC, CBS, A.B.C., P.B.S.) sont diffusées chaque jour à partir de 18 h 30, jusqu'au lundi 23 novembre, au centre Georges-Pompidou. Ce panorama de la télévision aux U.S.A. de 1970 à 1980 a été préparé par le Musée du Broadcast, l'Institut national de l'audiovisuel et le Centre Georges-Pompidou.

Un débat sur les grands thèmes de la télévision et de son évolution face aux nouvelles technologies, est organisé le lundi 29 novembre, à 20 h 30.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire
à l'émission « Europe soire » sur

— **M. Michel Pinot**, secrétaire général de l'U.D.P., participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 15.

JEUDI 19 NOVEMBRE

— **MM. André Lejonde**, membre du bureau politique du P.C., **Paul Chomat**, député P.C. de la Loire, **Perfett Jans**, député P.C. des Hauts-de-Seine, sont invités sur TF 1, à 19 h. 45.

(écrit en 1^{er} ou 2^e année) 260 pages
Présentation des L.E.B. (Matière Biologique)

consist de méthode, présentation des
éprouves, examen, débouchés, etc.

les GRANDES ÉCOLES de COMMERCE

272 pages, sous le patronage des
Associations des Étudiants des
hautes écoles, les épreuves des concours,
statistiques et statistiques, présentations dé-
taillées de 28 écoles, débouchés et sala-
ires.

les ETUDES MEDICALES

112 pages, présentation de la réforme des
études médicales, programme et
statistiques des études de 1^{re} pour
les CHU de Paris (services non demandés)

VENTE au Ministère de l'Éducation, 10, rue de
Paris, 75004 PARIS, 10 heures à 18 heures
ou par correspondance 40 pages guide
ou catalogue à 5 francs SIGMA 115 rue de
Clugny 92000 - Tél. 01 47 20 00 00

« Les inconnus de l'histoire »

[illegible]

voire et l'histoire s'écrivent.

De ces hommes, de ces femmes, de ces enfants, de ces adultes, de ces diables et des qualités d'un penchant à laire : un certain simplisme, ce dérapageur inévitable entre le réel et l'idéal, une certaine vision historique approfondie en elle-même, et tendance à l'emphase dans l'anecdote, mais aussi une façon naïve et tendre d'enrôler chaque personnage.

Après un Thomas Platter, bon imprimeur, maître d'école, de médiateur entre Emmanuel Leducq, nous avons abordé un « diable » Pigoule, mage pythagoricien mystérieux, sentiment grand et simple. Le Raboulet de Pierre Grimal (le premier paru) est diffusé le 13 novembre), manière de rafraîchir des souvenirs de latin ou, pour les professeurs, de leur donner un peu d'humour.

Une maîtresse aussi de se distraire qui se réveille, par le vert apaisant, amicale, du son sans images, effaçant que le plupart des enseignants ont mémorisés.

* France-Culture, vendredi 12 novembre, à 14 h 45 : « Un moine guerrier, admirateur de César introduit à Rome la religion chrétienne ? », avec Pierre Grimal, Jean Monialetti. Lectures : Topart. Réalisation : Christine Bard-Sury.

[illegible]

1

serrure à 5 points
BRICARD - PICARD
IZIS - LAPERCHE
 +
 1 blindage acier
 15/10°
 +
 4 gouljons d'acier
 anti-dégondage
2.250 F TTC
 Pose et dépli. compris
POSE PARIS-BANLIEUE
 Société
PARIS PROTECTION
 55, av. de la Motte Picquet
 75015 PARIS
 ☎ 566.65.20
 ☎ 306.35.12
 CREDIT GRATUIT
 en 4 versements

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS
SPORTIFS, JE VOUDRAIS TAUT LES
REVOIR. PLUSIEURS FOIS !

THOMSON
SCIENTIFIQUE

**LA SOLUTION : MAGNETOSCOPE
ELECTRONIQUE THOMSON.**

de COMMERCE
372 pages, liste des préparations avec leurs résumés, les épreuves des examens, les questions et réponses, les renseignements techniques de 28 fiches, abonnées et prix.
les ETUDES MEDICALES
118 pages, présentation de la réforme des études médicales, programme et analyses des statistiques du POFM 1 pour les CHU de Paris (prix sans demande)
VENTE au MARCHÉ de l'ÉTAT ou par correspondance 40 pages guide des ventes à l'État et à l'étranger, les Colores M-Dance - 75000 - 12.925.83.30

pose et dépi. compris
POSE PARIS-BANLIEUE

**Société
PARIS PROTECTION**
155, av. de la Motte Picquet
75016 PARIS

**566.65.12
306.35.17**

CRÉDIT GRATUIT
en 3 ans

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Accord de compromis sur les rejets de sels de potasses d'Alsace

● Injection de saumure dans le sous-sol ● Construction d'une saline de 300 000 tonnes

Le gouvernement français proposera au Parlement, probablement lors de sa session de l'automne 1982, de ratifier la convention signée à Bonn, en 1976, sur les rejets de sels dans le Rhin. Tel est l'engagement qu'a pris M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, au terme d'une conférence qui réunissait, à Paris, mardi 17 novembre, les ministres de l'environnement des pays riverains du Rhin : France, Allemagne fédérale, Pays-Bas, Luxembourg et Suisse.

La convention de Bonn prévoit que la France réduira de 20 kilos par seconde les rejets salins des mines de potasse d'Alsace qui sont actuellement de 130 kilos par seconde, soit environ six millions de tonnes par an. Cette réduction devrait s'opérer par injection de la saumure à 1 800 mètres de profondeur dans le sous-sol alsacien.

En réalité la solution retenue sera légèrement différente. Les Mines de Potasse d'Alsace (M.D.P.A.), entourées leurs résidus dans les couches géologiques à raison de 14 kilos par seconde. Les 6 autres kilos par seconde seront retenus à la surface et traités par une saline dont la capacité de production sera de 300 000 à 500 000 tonnes de sel par an.

Ainsi espère-t-on satisfaire à la fois les partenaires européens de la France — notamment les Néerlandais — et les élus alsaciens qui exigent que l'on tire un meilleur parti de leurs ressources locales et que l'on conserve un emploi aux 5 800 employés de la M.D.P.A.

Il a été une journée de négociations pour parvenir à ce compromis. Encore est-il assorti de multiples conditions et de longs détails. Une commission internationale composée de trois ou cinq experts « indépendants » va étudier les modalités techniques, l'entretien et les dispositions de contrôle des injections. Deux sites sont envisagés dans le Haut-Rhin : l'un à Reiningue, au sud de Mulhouse, l'autre à Eschen-

heim, en bordure du nouveau vent sur le marché du sel dont la stabilité repose, dit-on, sur des sables entassés n'ont pas sans gravement de doute.

« Comme dans tous les compromis », a commenté M. Crépeau, « le monde a dû et devra lâcher un peu de lest. En tout cas nous avons réussi à débloquer une situation qui était depuis dix ans... »

« Débloquer » est le terme qui convient car les mesures envisagées ne sont pas pour demain. En notant les choses au mieux, les injections et le démarrage de la saline s'interviendront qu'en avant le début de l'année 1983. Les Néerlandais paléontologues jusqu'à ce qu'en 1965, il y a trente-cinq ans déjà, s'agitaient de la texture du Rhin en sel et demandant la réunion d'une conférence internationale.

MARC AMBROISE-RENDU.

M. Madrelle est désigné pour succéder à M. Labarrière au conseil régional d'Aquitaine

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Philippe Madrelle (P.S.), président du conseil général de la Gironde, sénateur, maire de Carbon-Blanc, a été désigné par l'intergroupe P.S.-M.R.G. du conseil régional d'Aquitaine, réuni le 16 novembre, pour être le candidat unique de la gauche à la présidence de l'assemblée régionale.

C'est le 27 novembre que le conseil régional doit se réunir pour élire le successeur de M. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

La décision prise par les élus socialistes et radicaux de gauche confirme le vote intervenu, samedi 14 novembre, au sein du conseil régional d'Aquitaine du P.S. et qui avait donné l'avantage à M. Madrelle par 14 voix contre 6 à M. Roland Dumas.

Le retrait, lundi matin, de M. Roland Dumas, député socialiste de la Dordogne qui, sans candidat à la succession de M. Labarrière (Le Monde du

15 octobre), a été expliqué dans un communiqué de la fédération de Dordogne du P.S. Elle affirme avoir voulu provoquer à l'intérieur du parti et dans l'opinion un large débat sur l'avenir de la région Aquitaine, notamment sur les problèmes de la présidence tournante, de l'organisation collective du nouvel exécutif et du non-cumul de certaines fonctions électives.

Estimant que des réponses avaient été apportées aux questions soulevées, que la normale présidentielle interviendrait en période transitoire et qu'elle devait être à nouveau évoquée au début 1982, que les règles imposées par le P.S. sur le cumul des mandats et des fonctions seraient « respectées » en tous et en tous, qu'enfin elle était satisfaite du débat instauré, la fédération du P.S. de Dordogne estimait ne plus voir la nécessité de maintenir la candidature de M. Dumas.

PIERRE CHERVAT.

A PROPOS DE...

La réouverture de quatre lignes de la S.N.C.F.

Le prix du rail

Le ministre des transports a demandé au président de la S.N.C.F., M. André Chadeau, de mettre à l'étude la réouverture, dans les prochains mois, de plusieurs lignes ferroviaires secondaires fermées, au cours des dernières années, au trafic des voyageurs.

Le « plan de réouverture » concernait quatre sections de lignes : La Ferté-Macé-Reims, la Tour-de-Carville-Au-la-Tour, Carling-Clamart et Balan-Chinon. Jugées trop déficitaires, ces quatre lignes avaient fait l'objet d'une interruption du service des voyageurs — transféré sur route, — la première en juin 1972, les deux suivantes en juin 1973, et la dernière en septembre 1980. L'arrêt de ces fermures n'avait pas été sans susciter des remous dans les régions concernées.

Dès son arrivée au ministère des transports, M. Chadeau avait manifesté son intention de réouvrir certaines lignes secondaires fermées avec l'aval de ses prédecesseurs. Mais il fallait, pour ce faire, surmonter un préalable financier : la S.N.C.F. n'étant pas plus que les établissements régionaux disposés à prendre en charge le déficit d'exploitation des services réactivés, c'est finalement l'Etat qui se verra incombent cette charge par le biais de sa « contribution au maintien des lignes omnibus ».

JAMES SARAZIN.

● Le président de la compagnie aérienne israélienne El Al, M. Abraham Shavit, a annoncé, le 17 novembre, sa démission, en signe de désapprobation des négociations du gouvernement de l'occupation que connaît la compagnie. Il y a environ deux semaines, la direction d'El Al décidait le licenciement de onze ingénieurs de vol Amisim, le personnel de la compagnie, soutenu par les principaux syndicats israéliens, décidait une grève qui ne devait cesser que douze jours plus tard, après que le gouvernement eût autorisé la décision de licenciement. — (A.F.P.)

● Attentat à Toulouse : manifestation du P.C. à Toulouse. — Cinq cents personnes se sont rassemblées le 17 novembre, à Toulouse, à l'appel du parti communiste pour manifester contre l'attentat commis à Toulouse, la nuit du 15 au 16. Cet attentat avait été revendiqué par des opposants à la construction d'une centrale nucléaire à Golchot.

semaine
HAUT
NORM

école
chasse qui

defi

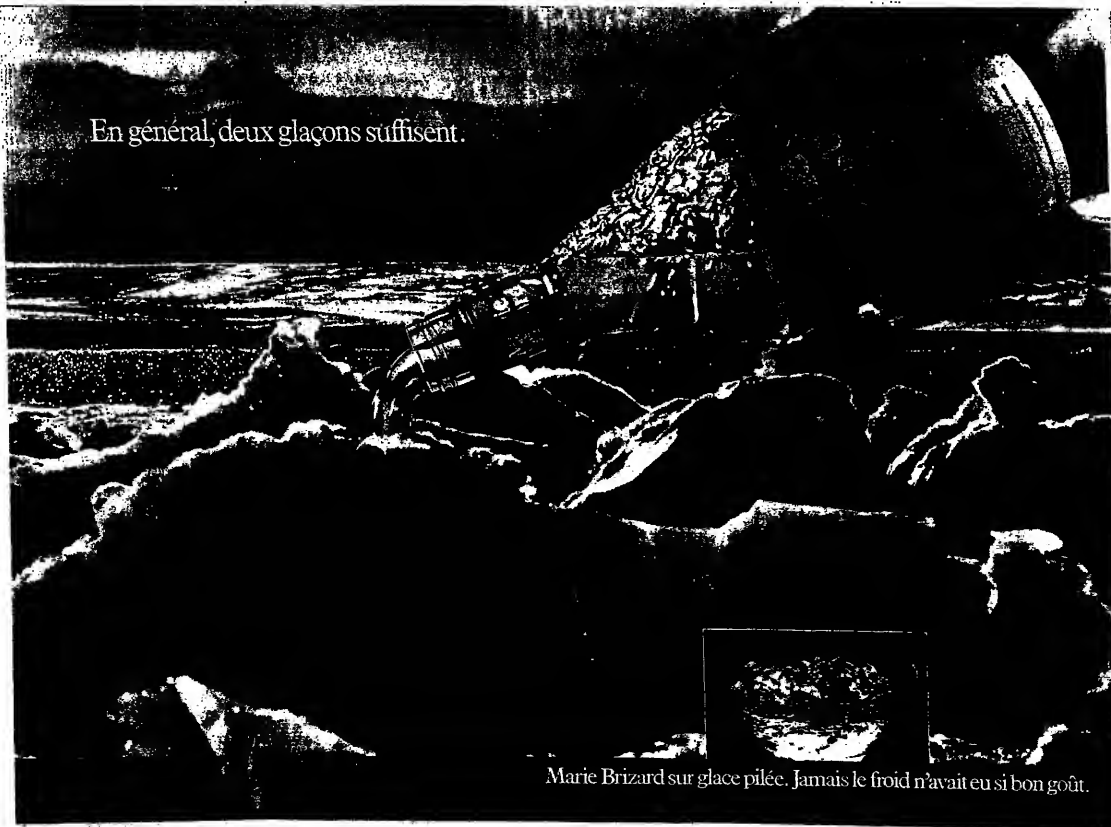
defi

defi

defi

defi

defi



Marie Brizard sur glace pilée. Jamais le froid n'avait eu si bon goût.

من النص

une semaine avec LA HAUTE-NORMANDIE

Le pétrole une richesse qui coûtera cher

AVEC une capacité de traitement de 56,3 millions de tonnes de brut par an — le tiers du potentiel national — la Haute-Normandie est la première région pétrolière française. Et, comme telle, elle ne peut pas ne pas être touchée par une crise qui affecte l'ensemble de l'industrie du raffinage.

Sur le plan national, la consommation, qui avait approché 112 millions de tonnes en 1978, n'était plus que de 59 millions de tonnes en 1980 et ne devrait pas dépasser 70 millions de tonnes en 1981. Les compagnies qui avaient investi dans les années 60 sur la base d'une demande croissante se trouvent donc fortement surinvesties du fait de deux « chocs pétroliers » et du renversement de tendance de la consommation qui s'est ensuivi.

Ainsi, les cinq raffineries de Basse-Seine (1) n'ont-elles été utilisées au cours des deux derniers mois qu'à 56,4 %, mais cette moyenne recouvre des réalités diverses. La succursale touche les unités de distillation atmosphérique alors que celles de craquage fonctionnent à plein. Car c'est une des particularités de cette production que de devoir — en pleine crise — s'adapter à une consommation orientée de plus en plus vers les produits légers tandis que l'approvisionnement s'alourdit.

De 1973 à 1980, en effet, la demande de carburants et de

gasole a été respectivement de 1,9 et de 3 millions de tonnes alors que le fuel domestique et le fuel lourd ont respectivement diminué de 8 et 8,3 millions de tonnes. Un effet du fort renchérissement du chauffage au fuel, de la pénurie du mazout et de la volonté de certains industriels de substituer du charbon ou du gaz au fuel lourd.

Raffineries « sous cocot »

des réductions d'effectifs (30 % des postes de l'entreprise, dont près de 250 en Haute-Normandie, dans les deux ans).

R.P., de son côté, hérite toujours de la fermeture de la raffinerie de Vernon (d'une capacité de traitement de 3,4 millions de tonnes par an) ou celle de Dunkerque (4,4 millions de tonnes). Quant au complexe de Gonville, la première raffinerie française et la troisième dans le monde, il se trouve dans une bonne moyenne d'activité avec un taux de 88 %. Comme la Shell, pourtant, Total a dû arrêter un certain nombre d'unités de distillation atmosphérique. Il est vrai que la dernière de ces unités a été mise en service en 1976, bien après le début de la crise. Fortement touchée, Shell a d'ailleurs été la première compagnie à annoncer

PORT GÉANT

Antifer et son défi

LES chiffres annoncés lors du dernier conseil d'administration du port autonome en octobre confirment la baisse des importations de pétrole brut (moins de 14 pour le port de Havre Antifer. Cette tendance est générale. Au Havre, 40 sites ont totalement marqué, elle est une incertitude toute particulière, du fait de la réalisation récente du terminal pétrolier d'Antifer.

L'enthousiasme de 1969

Avec sa large brèche dans la falaise et sa digue unique en forme de croissant, Antifer n'est pas un port au sens classique du terme. En mai 1972, date du début des travaux, le site — éloigné du Havre d'une vingtaine de kilomètres et relié par de nombreuses études hydrographiques, géologiques et océanographiques — n'était que falaise et entassements.

Il fallait donc creuser une immense carrière, aménager la route d'accès, construire la digue de protection longue de plus de 3 kilomètres, draguer un chenal à la côte nécessaire pour accueillir les plus gros tankers, réaliser enfin les appon-

tements et équipements pétroliers : l'investissement global se montait à 800 millions de francs.

Cependant, en 1969, date à laquelle la décision de réaliser Antifer fut prise, la consommation de pétrole montait en flèche et les premiers pétroliers géants tentaient leur expédition sur les côtes des chantiers de construction. Et puis, le port du Havre ne pouvait recevoir de pétroliers supérieurs à 250 000 tonnes. Enfin, les conditions de sécurité qui réclamaient les gisants de 500 000 tonnes nécessitaient un site nouveau, en dehors du chenal d'accès au Havre afin que le trafic pétrolier ne soit en rien une gêne pour les autres trafics. Les travaux furent rapidement menés et Antifer fut inauguré en juillet 1970.

Jusqu'en 1973, les quantités de pétrole débarquées ou encore reçues dans le port pour l'algèbre des tankers coururent une croissance régulière ; mais on envisageait, à partir de cette même année, la phénoménale inverse au point de largement dépasser le haut degré de rentabilité attendu de cet investissement au moment où il avait été décidé.

PATRICK PESLIER
(Lire la suite page 32.)

A bâtons rompus avec les professions libérales

VENIR, ainsi, au début, demander à quelques médecins de ce département de l'Yonne comment ils ressentent le changement politique, ce qu'ils en espèrent ou en redoutent, c'était peut-être susciter la méditation. En fait, ce n'est que la réaction de foi seulement, sur le coup, celle de l'agitation, surprise de se découvrir ainsi objet d'intérêt, ce qui porte volontiers à se montrer discrets. Évidemment, pour tous, les suites du 10 mai ont entraîné une interrogation sur l'avenir de leur profession. Mais ce sont aussi des réactions, des sentiments de citoyens sur le reste : nationalisations, abolition de la peine de mort, décentralisation, fiscalité...

Dans son cabinet de Lormes, le docteur Claude Vall — quatre générations de Fauriens descendent lui, mais décimées — commande de cour depuis 1959 — parle en président du conseil départemental d'un cadre où sont aujourd'hui fixés sept cents confrères :

« Personne, à vrai dire, n'y croyait tellement à ce succès de la gauche. D'un autre côté, tout le monde s'était posé tellement sceptique de la santé de la gauche qu'il n'y avait pas de quoi s'alarmer. C'est à dire, aujourd'hui, ce que nous attendons toujours c'est le dialogue. Pour le mo-

ment on ne l'a pas encore vu tellement venir. M. Jack Ralite s'est rendu à Rouen mais il n'a pas pris contact avec nos organisations professionnelles. Alors on se suit pas... »

Ce que suit, en revanche, le docteur Vall, c'est que le temps des passions, des contradictions, des querelles, des querelles qui guettent leur vie par leur métier et le paiement de moins en moins bien, que « le silence de vie » laisse à, que « les doléances sont phobiques ». « Vous syndicalistes », il est « naturellement »

partisan d'une réforme de la politique de santé. « Nous la demandons au président du gouvernement, nous la demandons à celui-ci. Pour le moment nos interrogations demeurent les mêmes. Comment sera-t-elle menée ? Le médecin va-t-il être maître de sa technique dans ces centres de santé intégrés qui vont se multiplier et où l'on va peut-être supprimer le contact direct avec le malade ? Parce que la médecine est faite pour le malade, comme l'ordre qu'il serait question de supprimer ou de modifier. »

On n'a pas peur des communistes

Cela dit, que M. Ralite, le nouveau ministre, soit communiste, ne paraît ni dérangeant ni inquiétant le docteur Vall. Il rappelle le temps où, après la libération, un jeune communiste, M. François Billoz, fut ministre de la santé. « À l'époque, on tirait d'air entre les grands médecins et la C.G.T. On s'en est pas mort ! »

Inquiet alors ? Circospect plutôt. Bien sûr, et même on est pour la libre entreprise on est forcément « un peu choqué » par ce qui peut conduire à la

fonctionnarisation. « La médecine, c'est fait pour des malades, pas pour les hommes. Je vois peut-être ça par le petit bout de la lorgnette mais à l'hôpital, ceux qui ne se sentent plus totalement responsables, ne se donnent pas à fond. »

La peine de mort abolie ? « Quand on est médecin, on se bat pour la vie, n'est-ce pas ? Alors ? Et puis faut être assistant dans un hôpital de prison. Faut en même temps à une éducation. D'un autre côté, je connais assez

les difficultés des surveillants. Vous me direz que je vous fais une réponse de Normand... »

L'impôt sur la fortune ? « Je ne crois pas que ça touche, aujourd'hui, beaucoup de médecins. »

Ainsi parle un homme qui n'a « jamais été un homme politique » mais qui ne se cache pas avoir eu « une admiration effrénée pour le général de Gaulle » et trouve que « depuis qu'il est mort on l'insulte beaucoup trop ».

Fin de l'expectative. Dans son bureau de l'hôpital d'Yvercy où il travaille à plein temps et sans clientèle privée — « choisir philosophique qu'il fallait faire » — le docteur Michel Bandoz ne peut être que satisfait. Fils d'un instituteur, « peut-être conditionné par cette ascendance », il a toujours été « porté à gauche ». Ce programme lui a fait découvrir la confiance de certains de ses confrères. Il s'est senti heurté un moment au conseil de l'ordre dont il espère une modification mais non la disparition. Pour lui, l'essentiel est ailleurs :

« Les médecins sont avant tout formés pour la prévention individuelle ; le sont-ils pour une prévention collective ? »

JEAN-MARC THOLLEYER
(Lire la suite page 34.)

Le Monde

restitutions d'ici à 1990, l'ensemble devant être exempté d'ici 1982. Si ceux-ci ne sont pas faits, nous serons alors contraints d'importer 15 à 20 millions de tonnes de produits finis en 1980.

Devant ces données que les gouvernements précédents n'avaient pu résoudre, l'équipe socialiste a surtout exploité les affaires courantes. Le renchérissement des produits pétroliers du printemps et de l'été a été résolu comme un rattrapage de hausses qui auraient dû être faites par M. Barre. Mais les legs demandés ont été bien vite oubliés. Comme auparavant, la question de l'indice des prix a prévalu. On a ainsi préféré ne pas répercuter une évolution du cours du dollar que les calculs officiels maintiennent encore à 4,6 F quand il a dépassé 5 F avant de

revenir à 5,50 F. Conséquences. L'endettement à court terme des compagnies n'a cessé d'augmenter. Celui de la Compagnie française de raffinage (Total) est passé à 3,5 milliards de francs et les frais financiers qui découlent de cet endettement ont été multipliés par deux en un an (de 64 millions en 1980 à 1,1 milliard cette année). Le ministère des finances a donc dû, à contre-cœur, revenir pour certaines compagnies sur les règles de l'endettement du crédit et accepter un dépeçage.

Le gouvernement a commencé que ces actions au coup par coup ne peuvent durer. Ainsi préparé-t-il les grandes lignes d'une politique qui devrait être annoncée le 26 novembre mais pourrait bien ne l'être qu'un mois plus tard.

Maintenir les emplois

Le rapport Hugon pétrolier de fonder une telle politique qui a mis en place d'une rigueur de prix de produits pétroliers contractuels établis dans le temps, apportant la médiation d'un rattrapage et permettant sur le long terme la couverture des coûts d'approvisionnement et de transport ainsi qu'un autofinancement d'une part substantielle des investissements.

Cette idée domine actuellement les travaux du ministre délégué chargé de l'énergie, qui veut éviter que les prix pétroliers ne soient d'ici au jour le jour par le pouvoir politique. Une telle automatisation est donc prévisible dans la répercussion

sur les prix intérieurs des éléments du coût de nos approvisionnements (prix du brut et cours du dollar).

En contrepartie d'une telle formule, le gouvernement entend voir les compagnies s'engager fermement pour les trois années à venir sur un programme précis d'investissement de conversion. Enfin, dans leur lutte contre le chômage, les pouvoirs publics jugent nécessaire le maintien des emplois, y compris dans les régions où les compagnies de raffinage sont installées, en Haute-Normandie.

BRUNO DETHOMAS
(Lire la suite page 32.)

ADEPRH

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU HAVRE

NOTRE VOCATION : PROMOUVOIR LE HAVRE

Pour votre implantation havraise, nous sommes à votre service pour tous renseignements, conseils, assistance

DOCUMENTATION ADRESSÉE SUR DEMANDE

19, rue Casimir-Périer - 76600 Le Havre - Téléphone : 16 (35) 21.25.44

LA HAUTE-NORMANDIE

Antifer et son défi

(Suite de la page 31.)

Une des questions les plus fréquemment posées par les visiteurs du port du Havre consiste à demander si ses gestionnaires et en 1981 la crise actuelle ne marquent pas en cause l'avenir d'Antifer. Et, invariablement, les responsables du port répondent : « Malgré la crise, Antifer reste une nécessité », ajoutant : « Si nous devions refaire Antifer aujourd'hui, sans doute mettrions-nous en marche un chantier moins grandiose, moins imprégné d'esprit de gloire, ce qui aurait peut-être une allure, car, à l'origine, nous avons découvert pour les plus gros tankers que nous n'avons pas de manœuvre, au sein même du port, était des plus confortables et garantissait ainsi un maximum de sécurité pour les bateaux. »

La sécurité, la fiabilité et la compétitivité, telles sont les trois cartes de visite du port pétrolier normand : sécurité grâce au système de surveillance électronique et visualisation sur tout le circuit, fiabilité parce que Antifer n'est pas

un port encombré, compétitivité enfin, car le terminal peut recevoir les plus gros tankers sans aucun problème, alors que ces mêmes navires ne peuvent remonter jusqu'à Rotterdam. Mais surtout, en décomposant le port du Havre, Antifer a sans doute permis un développement plus rapide du trafic des marchandises générales, qu'il s'agisse du charbon ou de la « conteneurisation ». La construction d'Antifer a été décidée un peu à la façon d'un pari sur l'avenir. Et, même si les événements ont quelque peu modifié les espoirs que pouvait représenter ce pari pour le Havre, il n'en reste pas moins vrai que de nouvelles fonctions, sous-estimées au départ, sont actuellement en pleine action : il en est ainsi des opérations de remport et d'alignement, opérations qualifiées de « bonnes affaires » pour le port. Enfin, dans un avenir plus ou moins lointain, Antifer pourra recevoir d'autres énergies que le pétrole, le gaz notamment, pour le cas où le marché de ce produit prendrait de l'extension.

PATRICK FESLER.

Une richesse qui coûtera cher

(Suite de la page 31.)

Pour imposer cette politique, le gouvernement devra expliquer à la majorité — les débats législatifs ont montré une confusion

toujours présente — que les profits importants réalisés par les entreprises ne peuvent compenser les pertes des filiales françaises de raffinage. Pour les sociétés étrangères, c'est une évidence : elles n'ont guère de raisons de perdre longtemps en France l'argent qu'elles gagnent ailleurs. On peut certes s'interroger sur la nécessité de leur présence en France, mais le rapport Hugon estime que « le coexistence de deux types d'entreprises pétrolières, les groupes publics français et les compagnies internationales, qui chacune assure à peu près la moitié de l'approvisionnement national, est un facteur de diversification des sources et doit être maintenu ».

Quant aux sociétés nationales, les obligent à financer le déficit de leur secteur raffiné par leurs profits à la production, c'est amputer d'autant leurs investissements et, par conséquent, leur mise en production, donc leur avenir face à des compagnies concurrentes de plus en plus puissantes.

BRUNO DETHOMAS.

DISTILLATION ET CRAQUAGE CATALYTIQUE

Procédé traditionnel de raffinage, la distillation — technique de séparation des mélanges liquides par ébullition puis condensation des vapeurs — permet d'obtenir dans des tours de fractionnement pétrolières (petase, essenc, naphta, kérosène, gasoil, fuel) à partir de pétrole brut. Le craquage catalytique — processus secondaire de raffinage — permet de tirer plus de fractions légères que par simple distillation. Il s'agit de décomposer des hydrocarbures à haut point d'ébullition, par la chaleur, en présence de catalyseurs pour donner des produits plus volatils. Par ce procédé, on obtient des essences supérieures et des oléfin.

Elbeuf transforme ses usines en H.L.M. de luxe

LORSQUE, en 1978, les établissements Blin et Blin, d'Elbeuf, cessèrent leurs activités, une page importante de l'histoire d'une ville venait d'être tournée. Cette année-là disparaissait une industrie qui fit la réputation d'Elbeuf : le tissage du drap de laine. Si, au début de ce siècle, vingt mille personnes travaillaient dans une des nombreuses filatures alors prospères, aujourd'hui il ne reste plus qu'une petite entreprise qui en emploie soixante-dix. La ruée bourdonnante insérée dans le tissu de la ville n'a plus le sens qu'un a voulu lui donner, et les mots qui l'accompagnaient, « Elbeuf, tout le monde y trouvait à se faire », sont vains. Car rien n'a vraiment remplacé l'activité textile, et les chômeurs, surtout des femmes, sont des milliers.

Comme l'ensemble de l'industrie textile française, c'est à la suite de la seconde guerre mondiale que la chute vertigineuse du drap d'Elbeuf a commencé. Inévitablement. Pour échapper, en 1978, avec la fermeture de Blin et Blin, qui employait alors huit cents personnes.

Mais, plus qu'un drame humain et économique, c'est le visage d'Elbeuf qui était bouleversé. A cent cinquante mètres du centre de la ville, les immenses ateliers, haute de trois étages et réparés sur deux hectares, étaient abandonnés. Construits à la fin du dix-neuvième siècle, ils restaient cependant en parfait état de conservation, bien intégrés au tissu urbain. Mais, comme cela avait été le cas pour les autres usines textiles, ils étaient délaissés. Les seuls acheteurs potentiels immobiliers par sceptiques.

Un difficile montage financier

Aux conséquences de la crise du textile, la nouvelle équipe municipale d'union de la gauche, élue en 1977, n'a pas voulu ajouter celles des phobes des démolisseurs, pour que soit réglé en quelques mois ce qui avait constitué l'histoire d'une ville et de ses habitants.

Les élus municipaux ont donc confié aux architectes Reichen et Robert le soin de reconstituer l'ensemble des bâtiments industriels en un véritable quartier, avec ses logements, ses activités commerciales et artisanales, ses services. Pour Reichen et Robert, il ne s'agissait pas d'un coup d'essai puisqu'ils considéraient une opération similaire à Lille. Une certitude : « L'ensemble des habitations et des bâtiments industriels ainsi que leur morphologie sont un appel à leur conversion », disent-ils en 1977. Le premier acte de la municipalité d'Elbeuf a été de protéger

l'ilot des Envieux en le classant sous d'aménagement différencié. A cette titre, explique M. Jacques Thoraval, adjoint au maire d'Elbeuf et père du projet, car un des bâtiments nous a échappé tout d'abord à sa marchand de paquets de lessive par le liquidateur des établissements Blin et Blin.

« Nous nous sommes surtout heurtés au montage financier et juridique. L'opération était particulièrement complexe car nous voulions deux modèles. L'exemple de Lille est l'office public d'H.L.M. et a pris en charge tout le projet, était insuffisant. A Elbeuf, en revanche les intervenants étaient nombreux : les communes, l'office d'H.L.M., les commerçants, la chambre des métiers et la chambre de commerce et d'industrie. Il a fallu tout inventer et articuler l'ensemble. » Les travaux ont pu commencer en 1980.

Musée pour le langage gestuel

Par quel de ne pas retentir à un quartier sa vocation industrielle créée d'emploi, près de 3000 mètres carrés seront réservés à des petites industries et à des artisans. Cent cinquante et un logements disponibles n'auront pas d'égal dans le secteur H.L.M. de la région. Trois mètres vingt de hauteur de plafond et des dimensions remarquables, leur mise en production, donc leur avenir face à des compagnies concurrentes de plus en plus puissantes.

Parallèlement à cette opération d'urbanisme, un autre projet, le musée du langage gestuel, prend corps : un musée du textile. « Non pas un musée ethnographique, précise M. René Youlton, maire d'Elbeuf, ni seulement technique, mais celui de l'histoire des hommes. » En effet, les responsables de l'avenir

musée ont rassemblé une équipe formée d'historiens locaux, d'enseignants, de commerçants, d'anciens ouvriers. Ils vont, par exemple, tenter de retrouver le langage gestuel utilisé dans les ateliers puisque le bruit des métiers couvrait la parole. Ils cher-

chent soigneusement à recueillir la grammaire et le vocabulaire elbeufiens liés à l'activité textile. Déjà, le matériel lourd comme les petits accessoires ont été réunis. Reste à trouver un lieu.

ETIENNE BANZET.

EXPORTATEUR

Des clarinettes vers le Japon

A la Couture-Bossaye on connaît le musique. Si bien qu'on trouve le moyen de vendre des clarinettes aux Japonais. L'époque où les huit cents habitants de ce gros bourg de l'Eure vivaient tous de la fabrication des instruments de musique à vent et en bois est pourtant révolue. Le travail artisanal, à domicile, entre l'évier et le buffet, a pratiquement cessé.

La tradition née avec Hottentot, luthier de Louis XIV, dont on conserve précieusement le fils, datée de 1707, au Musée des instruments de musique du village, s'est réfugiée dans deux usines à taille humaine, M. Léon Lablanc, premier prix de conservatoire, emploie dans le plus vaste atelier une cinquantaine de personnes fabriquant, bon en mai, en douze mille à quinze mille clarinettes, flûtes et hautbois. En partant de l'école en provenance de Mozambique, 80 % de cette production est exportée aux Etats-Unis, en Australie, dans toute l'Europe et au Japon.

Cette entreprise familiale, la dernière en France qui se consacre exclusivement à la fabrication de ces instruments, possède un autre établissement employant cent quarante personnes près de Moulins (Allier) pour toutes les pièces métalliques. On a méconnu au maximum afin de maintenir des prix toujours abordables. Le montage se fait à la Couture-Bossaye où deux premiers prix de conservatoire contribuent les instruments à la sortie, ce qui assure une constante qualité.

En 1981, les luthiers du village exportaient déjà des clarinettes, flûtes et hautbois. Et depuis 1987, la famille Lablanc est acclamée à 50 % d'un compteur de votes à Korocho dans le Wisconsin.

comain (Etats-Unis). L'enseignant de la musique obligatoire dans les écoles américaines assure à-bas des débouchés appréciables. Les concurrents locaux et ceux des japonais se font pourtant de plus en plus nombreux dans les fabrications en grande série permettant l'utilisation des machines automatisées. En revanche, à domicile, entre l'évier et le buffet, a pratiquement cessé.

Pour assurer ses marchés, M. Léon Lablanc, vert octogénaire, joue périodiquement les ambassadeurs de la musique française à l'étranger. En Australie, l'an dernier, il a donné, durant trois semaines, des conférences et des concerts de clarinettes très appréciées. Au Japon même, les productions Lablanc de haut de gamme sont recherchées, notamment dans le secteur des clarinettes basses et des hautbois qui constituent un critère jusqu'ici inédit par les fabricants de grandes séries. Voici deux mois, c'est à Tokyo que M. Léon Lablanc a été accueilli avec tous les honneurs par la firme Yamaha avec laquelle il a signé un contrat d'exclusivité pour la vente aux états. Il a participé, à-bas, à un colloque de professeurs de musique et lui a apporté sa virtuosité sur ses propres instruments.

La récente dévaluation ? Elle n'a apporté qu'une aide très réduite à l'exportation. Moins que le poids de la nouvelle taxe de 10 % qui frappe les instruments. Autre coup dur : le boycottage par l'Espagne des clarinettes françaises depuis l'affaire de l'huile d'olive.

Mais ce ne sont là qu'événements sans gravité dans une tradition vieille de trois siècles.

LEONCE MOUTARDIER.

Du lundi au vendredi...

Active

Nos activités industrielles de tradition (papiererie, sucrerie, lin, tannerie, métallurgie et mécanique), voisinent avec l'électronique, la pharmacie et les laboratoires de recherche. Notre agriculture compétitive est axée sur la culture (blé, maïs, betterave à sucre, lin) et la production de lait et viande de qualité.

Calmé

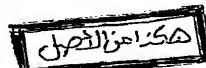
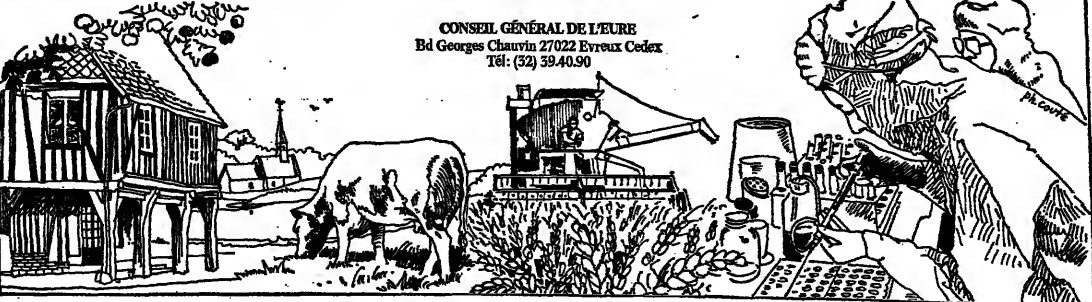
Nous pouvons profiter de 120.000 hectares de forêts, de 800 km de rivières poissonneuses, de nombreuses bases de loisirs, du parc régional de l'Évrouves, du centre nautique des Deux-amants près du Vaudouville nouvelle... Après une journée d'activités, nous retournons, sans précipitation, vers nos maisons à colombages que l'on construit toujours avec le sévère d'autrefois. Et pour ceux qui ont besoin de bruit, Paris n'est qu'à 1 heure...

Equipée

Tout en respectant et en entretenant un riche patrimoine (abbayes, châteaux...) nous répondons aux exigences du développement démographique et de l'évolution économique par l'amélioration rapide du réseau routier, la création de lycées et collèges, la modernisation des hôpitaux, la construction de stades et d'équipements sportifs... Nous sommes accueillants et quand vous le voudrez.

Notre Eure sera la vôtre!

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'EURE
Bd Georges Chauvin 27022 Evreux Cedex
Tél: (32) 39.40.90



REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Jeudi 19 novembre 1981 - Page 35

	tarif*	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	tarif*	tarif T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DIVISION SEMICONDUCTEURS DISCRETS

jeunes ingénieurs

ESE - ESME - INSA ou équivalent
Etude et fabrication de Composants de Puissance (redresseurs, thyristors, transistors et hyperfréquences).
Les candidats devront posséder quelques années d'expérience dans les domaines proposés.
Lieu de travail : TOURS

ingénieurs marketing

Expérience de quelques années de laboratoire souhaitable.
Domaine visé : thyristors, redresseurs, composants de protection.
Anglais indispensable
Lieu de travail : COURBEVOIE

ingénieur technico-commercial

pour promouvoir la vente de montages avec semiconducteurs de puissance et mettre en place une organisation adaptée au développement de cette activité.
Lieu de travail : COURBEVOIE

Adresser C.V., manuscrit et photo à THOMSON-CSF - DSD, Service du Personnel - 50, av. Jean Pierre Timbaud 92403 COURBEVOIE

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

UN CADRE HF RELATIONS SOCIALES

Il aura pour mission de conseiller les établissements et de participer à la mise en œuvre de la politique du personnel.
Ce poste nécessite une formation de culture générale supérieure comportant un diplôme de droit.
Expérience de 5 à 10 ans de fonction de terrain.
Rémunération suivant expérience.
Lieu de travail : PARIS.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo n° 15130, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

emploi régionaux

emploi régionaux

AIX EN PROVENCE contrôleur de gestion

Filiale d'un grand groupe français, recherche son
En charge également de la comptabilité et de l'inspection des filiales étrangères.
Il est demandé une expérience de cinq années minimum dans l'industrie d'équipement ou des Travaux Publics, une pratique réelle de la comptabilité et un diplôme de l'enseignement supérieur.
Rémunération : 180.000 F.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations sous référence 2651/G à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue de Morengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Le Cabinet agréé par le recrutement, garantit le caractère confidentiel des candidatures.

THOMSON-CSF DIVISION DES ACTIVITES SOUS-MARINES CENTRE DE CAGNES-SUR-MER recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN OU ELECTROMECANICIEN

POSITION III
Confrontée à une concurrence internationale de plus en plus vive la Division des Activités Sous-Marines qui conçoit, développe et produit des équipements de détecteurs sous-marins crée un poste d'animateur.

ANALYSE DE LA VALEUR

pour lequel elle recherche un Ingénieur de formation type ECP ou ARTS et METIERS ayant au moins 10 ans d'expérience B.E. Production dans l'industrie électromécanique ou électronique de moyenne série.

La fonction implique de bonnes aptitudes à l'innovation et un bon contact humain.
La formation aux techniques propres à l'analyse de la valeur et à l'animation de groupes de travail sera donnée par la Division au candidat retenu.

UN INGENIEUR DE PRODUCTION

Ayant 2 à 3 ans d'expérience Industrielle formation type ARTS et METIERS.
Il aura pour mission de coordonner la production d'équipements électroniques professionnels dans les meilleures conditions de coûts, de délais et de qualité et de mettre en œuvre si nécessaire des études d'industrialisation.

Une expérience préalable en bureau d'études et/ou en bureau des méthodes et/ou en gestion de production est souhaitée dans la mesure où elle a été acquise dans l'industrie de l'électronique professionnelle.

La connaissance de l'anglais lu, écrit, parlé est fortement souhaitée.
Pour ces 2 postes, envoyer C.V., détaille et photo au Service du Personnel
Chemin des Travaux - B.P. 53 - 06801 CAGNES CEDEX

SFENA

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL D'EQUIPEMENT
AERONAUTIQUE DE CHATELAINVILLE (Vienne)

INGENIEUR

ENSAE ou ECP ou AM + ESE
Intéressé par l'étude et l'innovation
ayant et possédant quelques années d'expérience
Sera chargé, au sein d'une équipe d'ingénieurs jeunes et dynamiques de la conception de
SYSTEMES COMPLEXES
aéronautiques et terrestres.
Logement facilité.
Restaurant d'entreprise
Envoyer C.V. et présentations
SFENA, B.P. 128 - 40, rue de la Bouteillerie
85101 CHATELAINVILLE CEDEX

SOPAD - NESTLÉ

recherche pour son établissement d'ÉTANCOURT
(Saint-Omer, Nord)

CONTREMAITRE DE FABRICATION

Expérience minimum 5 ans, familiarité de quel-
ques années indispensables B.T.S., D.U.T. ou équivalent
(de préférence techniques industrielles alimentaires).
Travail posé à 3 équipes.
Nombres avantages sociaux, 13^e mois, prime, intéres-
sement, restaurant.
Env. lettre C.V. détaillée, photo à
SOPAD - NESTLÉ, service du personnel,
B.P. 298, 02109 SAINT-QUENTIN.

Côte d'Azur

Filiale d'un groupe Américain

recherche son :

Responsable Informatique

Le poste :
responsabilité d'un service composé de 3 per-
sonnes et équipé de 2 IBM 34, 12 écrans, TP,
3 imprimantes. Prochaine application à mettre
en place : système de production Médica.
Le candidat :
devoir avoir une expérience minimum de 5 ans,
une bonne pratique du G.A.P.I. et de l'I.B.M. 34 - la
connaissance de la gestion de production serait
un atout supplémentaire. Connaissance
anglais souhaitée.
Envoyer C.V., photo et présentations à :
M. B. COSGROVE - C.M.P.
13, rue Jean-Mermoz 75008 Paris

Chambre Commerce Industrie Euro-et-Lor
recherche pour entreprise de DREUX

ASSISTANT TECHNIQUE INDUSTRIE

A.M. ou similaire + formation éco. compl.
Expérience 2 à 3 ans en entreprise.
Candidature avec C.V. + photo
+ présentations
B.P. 62 - 28005 CHARTRES CEDEX.

Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet

Membre du Groupe A.B.N.
recherche pour renforcer son Département
CLIENTELE PRIVEE
à PARIS et en PROVINCE

2 Attachés de Clientèle confirmés

Les Gestionnaires que nous recherchons :
• auront de bonnes connaissances boursières (Marché français et étranger) ;
• auront une bonne présentation, le goût des contacts humains et le sens du service à rendre au Client ;
• en outre ils seront titulaires d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur et seront capables de parler anglais.
L'expérience dans ce type de fonction est absolument nécessaire.
Nous remercions les candidats intéressés de bien vouloir adresser leur candidature à : BANQUE N.S.M. - Direction des Affaires Sociales, B.P. 466.08 - 75565 PARIS CEDEX 08.

Une grande banque française propose d'intéressantes opportunités professionnelles à des

JEUNES INFORMATIENS

bonne pratique de PL 1

La connaissance d'un autre langage évalué serait appréciée.
Intervenant sur des projets de grande envergure, ils participeront aux activités d'analyse du Département, feront leurs propres jeux d'essais et seront en relation avec les utilisateurs notamment pour les tests.
En fonction de leur expérience et de leurs premiers résultats, ils pourront se voir confier l'encadrement d'une équipe de programmeurs.

Candidatures et CV sont à adresser sous réf. 72803/LM, 6

ETHNOS - Conseil en recrutement

9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS

Membre de Syntec Informatique.

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité

17, rue des acacias, 75017 Paris

AVIS Ce n'est pas un problème pour nous. Au contraire, cela nous donne l'occasion de vous montrer comment nous pouvons vous aider, même dans ce cas.

Vous aurez une voiture superbe car chez Avis les voitures ont rarement plus d'un an. Ainsi vous disposez toujours d'un modèle très récent et systématiquement révisé avant chaque

location. Parce que pour nous la propreté intérieure et extérieure d'une voiture est aussi essentielle que sa sécurité.

Comment pensez-vous que nous arrivions à louer dans le monde entier tant de voitures par jour? C'est grâce à l'expérience, la formation de notre personnel et à notre souci de vos moindres problèmes.



**Tout mon avenir dépend
de ce rendez-vous.
J'ai absolument besoin d'une
voiture impeccable.**

 **Avis loue des
voitures Opel.**
Opel Kadett

AVIS

LOCATION DE VOITURES
LOCATION DE CAMIONS



هك ام النصل

M. Gattaz entend réformer le C.N.P.F. et rester vigilant à l'égard des pouvoirs publics

هنا امن الضمير

